

BOSANGI

Numéro 68

COP26

QUELLES PERSPECTIVES POUR L'AFRIQUE ?



Insécurité en Afrique
LE FARDEAU DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

DOUALA C'EST...

1



2



3



- 1- Port Autonome de Douala
- 2- Centre Administratif de Bonanjo
- 3- La statue de la Nouvelle Liberté au Rond-point Deido
- 4- L'obélisque à Bonanjo

4



6



- 6- La maison de la Culture Sawa
- 5- Stade de Japoma Bessengué
- 7- Gare ferroviaire de Bonanjo
- 8- Hopital Gynéco Obstétrique

5



7



8



9



10

- 9- Centre Multifonctionnel de Bepanda
- 10- Chambre de Commerce



LA TERRE TREMBLE SOUS LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Par Michel NGAPANOUN,
PDG Hysacam

Le monde doit changer de base et l'humanité doit trouver de nouveaux paradigmes pour s'inventer d'autres futurs.

Un tsunami a ravagé la planète. Désormais il y a des villes où il ne fait plus bon vivre. Lancinant, influent, le Changement climatique que d'aucun priment d'abord pour une chimère s'impose comme une réalité irrétractable et irréfutable contre l'humanité. Le dernier rapport du Giec, donc l'économie vous est présenté dans ce numéro de l'année est édifiant. Pendant ce temps le monde est englué dans des convulsions conjoncturelles, sans rien voir des perspectives. Mais la terre ne tourne plus autour du soleil. Elle est emportée dans un tourbillon, dont personne ne peut prévoir le but final. Cette situation n'est pas pour autant le prélude de la fin du monde. Elle est un cataclysme, que les humains peuvent parfaitement maîtriser s'ils le veulent et s'ils mettent des moyens pour. Le rapport 2021 est alarmant il met en évidence que la planète court à sa perte si le monde n'est pas plus raisonnable. Autrement dit, la Terre, notre source première souffre de l'insatiabilité des hommes. Lors du dernier sommet de Glasgow, dont ce numéro fait largement écho, une conscience claire a semblé émergée. Mais on sait ce qu'il est advenu aujourd'hui des Accord de Paris et des difficultés de leur application. C'est que les changements climatiques loin d'être une simple catastrophe naturelle sont le fait des hommes. le monde doit changer de base et l'humanité doit trouver de nouveaux paradigmes pour s'inventer d'autres futurs. Il y a dans ce sens de

nombreuses initiatives qui sont prises ici et là pour sauver la planète Par des collectivités, par des collectifs, par des individualités. Il y a par exemple cet octogénaire burkinabé, Yacouba Sawadogo, qui a inventé, comment faire reculer le désert. Il implanta patiemment diverses essences d'arbres pour nourrir le sable du désert et créer un couloir de verdure. L'expérience tient et elle fait mouche. Des milliers d'arbres poussent maintenant sous le soleil aride et hostile. Aujourd'hui, le Sahara fait partie intégrante de la géographie africaine. Beaucoup sont loin d'imaginer qu'il y a encore 10000 ans, le Sahara était un vaste espace de végétation. Pendant plusieurs millénaires, cet espace s'est toutefois désertifié, entraînant d'importantes migrations de populations y résidant vers le reste du continent. Yacouba Sawadogo, qui y exerçait alors la profession de commerçant, a décidé d'y rester pour trouver une solution au problème. Il y a la reconstruction après le génocide rwandais en 1994, de l'une des plus belles réserves de la terre où des espèces animales qui étaient hier en voie de disparition, se côtoient et gambadent joyeusement sous la protection verte des 1300 essences d'arbres transplantés. C'est le Parc National d'Akagera qui se trouve au Nord-Est du Rwanda, près de la frontière de la Tanzanie. En somme dans cette tourmente du monde l'homme peut rester debout et marcher, comme l'exprime si bien cette silhouette du sculpteur Giacometti.

Bosangi

Une publication de Hysacam

B.P : 1420 Douala.
Tél. +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

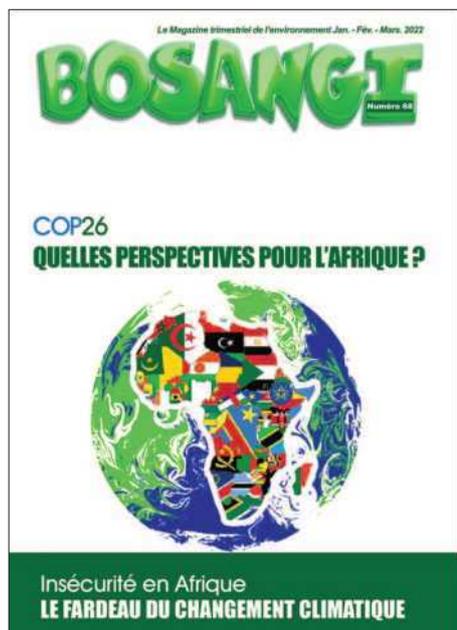
Secrétaire de rédaction

Gyna ANGOUN
Ont participé à ce numéro :
Jean Loïc AMOUGOU, Eric Vincent FOMO,
Jator NJENYU, Boris NGOUNOU, Jean
Célestin EDJANGUE, Charles Jengu Lotin

Montage

Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com
Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire



► Actualité 6 - 9

1. CAN TOTAL Energie 2021, le Cameroun a-t-il tenu le pari des infrastructures ? *par Boris Ngounou*
2. Sur les routes de la Can, la caravane de la Propreté a sillonné le Cameroun *par Eric Vincent Fomo*
3. GABON, l'armée nettoie les rues de Libreville, *par Jean-Loïc Amougou*

8



► Dossier 10-19

LA COP 26 : QUELS ENJEUX ? QUELLES PERSPECTIVES ? LES SUITES DE L'ACCORD DE PARIS 2015

Diplomatie verte entre balbutiements et piétinements : la lutte contre les changements climatiques marque le pas !

L'accord de Paris affirmait qu'il était nécessaire de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle et qu'il était primordial de réduire

les émissions de gaz à effet de COP26 : quelles conclusions pour la conférence de Glasgow ?

15



1. Les présents remarquables et les absences remarquables à Glasgow, *par Njenyu Jator*
2. L'agenda de Glasgow : a-t-il été respecté ? *par Eric Vincent Fomo*
3. La place des énergies fossiles dans le débat à Glasgow *par Boris Ngounou*
4. L'accord historique entre la Chine et les États-Unis : qui paiera les pots cassés ? *par Jean-Célestin Edjangué*
5. Un accord historique pour réduire les émissions de méthane ? *par Jator Njenyu*



21

► Evènement 21-23

1. Rapport du GIEC, août 2021 un rapport alarmant, par *Eric Vincent Fomo*
2. L'Europe sous les eaux. Juillet 2022, par *Jean-Célestin Edjanguè*

► Nouvelles d'ailleurs 24

Jacobabad au Pakistan, et Ras Al Khaiman, les deux villes inhabitables de la planète à cause de la chaleur, par *Jean-Loïc Amougou*

Le dernier rapport du GIEC publié en août 2021 annonce une augmentation de la température entre 1,4°C et 4,4°C. L'Homme en reste le principal responsable.

► Regards 25

Le sommet de la CEMAC. Quelles résolutions et quelle analyse ? La problématique : une mise en relation entre la Covid 19, les changements climatiques et les niveaux d'endettement du continent, quelle incidence ? Que peuvent vraiment les Etats d'Afrique Centrale pour inventer de nouveaux modèles de développement ? (référence : réunion de la Cemac le 18 Aout 2021.

par Boris Ngounou

25



► Réflexions 26-27

Coups d'Etat en Afrique et insécurité climatique : il y a-t-il une relation ? : Le fardeau du changement climatique

par Éric Vincent Fomo

► Portrait 28-29

Achille Mbembe, un intellectuel iconoclaste, par *Jean-Célestin Edjanguè*

► Parole à... 30

Lionel Manga, le « Petit Homme vert » par *la rédaction de Bosangi*

► Carte postale 32

Yaoundé-CAMEROUN

► Note de lecture 33-34

L'histoire inspirante de Yacouba Sawadogo, le paysan burkinabé qui arrêta le désert par *la Rédaction de Bosangi*

► Forum des lecteurs 35

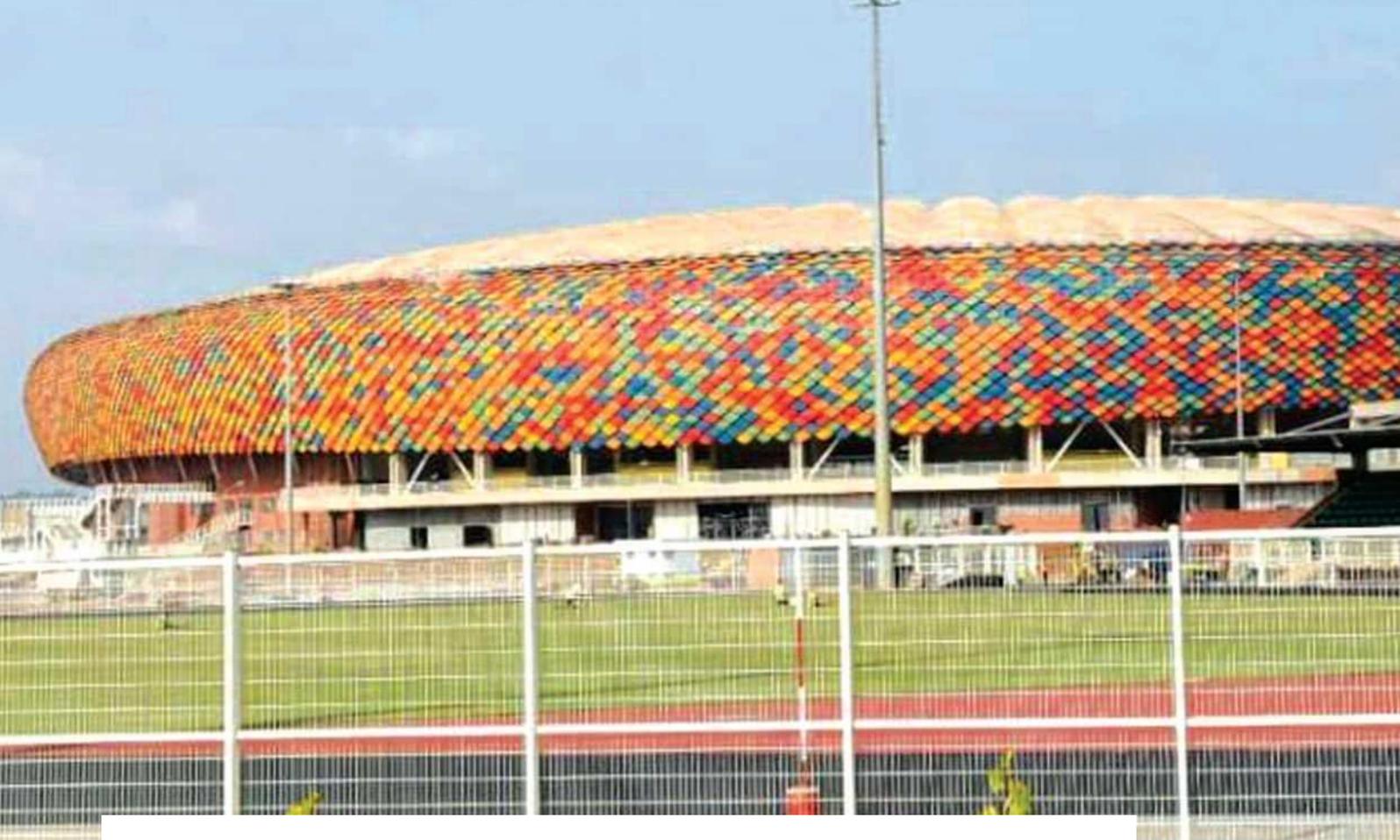
par JON NDO, Gestionnaire



30

LIONEL MANGA

« Il faut mettre au placard le terme développement »



CAN TOTAL ENERGIE 2021

LA CAMEROUN A-T-IL TENU LE PARI DES INFRASTRUCTURES ?

Malgré un contexte économique rendu davantage difficile par la pandémie de la Covid-19, le Cameroun a fait des pieds et des mains pour se doter d'infrastructures sportives aux standards internationaux. Saluées à la fois par les autorités de la CAF et de la FIFA, les infrastructures de la CAN TOTAL Energie 2021 ont coûté plus de 3 000 milliards de francs CFA (4,5 milliards d'euros), selon l'opposition camerounaise.

Boris Ngounou

Le Cameroun a dû miser le tout pour le tout, pour éviter de se voir retirer une fois de plus l'organisation de la coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, comme ce fut le cas en novembre 2018. La Confédération africaine de football (CAF) avait retiré l'organisation de la 32e CAN au pays, à sept mois de son coup d'envoi, pour défaut d'infrastructures. Mais pour

témoigner sa bonne foi, la CAF va confier au Cameroun l'organisation de l'édition 2021. Le pays des lions indomptables a donc deux ans pour achever la construction et même la rénovation des infrastructures devant accueillir une CAN qui est passée de 16 à 24 équipes depuis juillet 2017. La covid-19 étant d'actualité, la CAN qui devait se tenir en janvier 2021 au Cameroun est repoussée à janvier

2022. Le pays a davantage de temps pour achever ses infrastructures. Et en dépit des assurances données par le gouvernement et ses prestataires sur le bon avancement des chantiers de la CAN, les camerounais retiennent leur souffle, certains parlent de cette compétition comme d'une malédiction, tant les non respects de délais se multiplient dans les chantiers de la CAN. Et pourtant selon les estimations du député SDF Jean Michel Nintcheu, les chantiers de la CAN ont coûté plus de 3 000 milliards de francs CFA (4,5 milliards d'euros).

Le ouf de soulagement

L'incertitude pèsera sur les capacités infrastructurelles du Cameroun à abriter la CAN 2021 jusqu'au 22 octobre 2021, date de la signature de l'accord-cadre entre la fédération camerounaise de football (Fécafoot) et la CAF. Notons que l'accord-cadre est



un document juridique contenu dans le cahier de charge CAF d'une compétition qui lie juridiquement la CAF au pays organisateur, conférant définitivement à celui-ci les droits de l'organisation de ladite compétition. Cependant, il était impossible d'avoir la même certitude vis-à-vis du stade d'Olembé, situé à 13 km au nord du centre urbain de Yaoundé. L'infrastructure de 60 000 places retenue pour le match d'ouverture et la finale de CAN TOTAL Energie 2021, ne sera réceptionnée qu'à moins d'un mois de la compétition. Quelques jours après, le président de la CAF Patrice Motsepe, à l'issue d'une nième visite des infrastructures, fera une annonce forte. « Nous sommes très clairs en termes d'engagement de faire de la CAN au Cameroun un succès. Je suis convaincu qu'après nos rencontres d'aujourd'hui et demain, nous pourrons venir vers vous et donner à l'Afrique et au monde la confiance que nous avons à travers l'engagement envers notre peuple, au Cameroun, et l'engagement pour le développement du football en Afrique. » déclarait le patron de la CAF, convaincu du bon

niveau des infrastructures sportives, routières, hôtelières et hospitalières nécessaires au déroulement de la 2e CAN qu'organise le Cameroun, 50 ans après celui de 1972.

Deux matchs délocalisés à cause de l'état de la pelouse

Le déroulement de la CAN remettra en question la qualité des infrastructures homologuées par la CAF. C'est le cas du stade de Japoma à Douala, avec sa très controversée pelouse. Dans un communiqué publié le 26 janvier 2022, la CAF décide de déplacer les matchs de quart de finale et de demi-finale qui étaient prévus dans ce stade, pour le stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé en raison du mauvais état de la pelouse du stade de Douala.

« Le toit du stade plonge très tôt la pelouse dans l'ombre, cela ralentit la photosynthèse et la croissance de la pelouse, qui ne peut pas suffisamment respirer », a expliqué un expert de la CAF. L'Algérie avait déjà demandé que son match décisif contre la Côte d'Ivoire, le 20 janvier 2022 à Douala, soit déplacé en raison du piteux état du terrain, mais la CAF avait refusé cette requête.





LA CAN 2021 SE JOUE SUR LE TERRAIN DE LA PROPRETÉ

En marge de la compétition prévue début janvier 2022, les sites hôtes mettent les bouchées doubles pour avoir un visage plus avenant avant, pendant et après.

Eric Vincent FOMO

Le 2 août 2021, le maire de la ville de Bafoussam a distribué du matériel de nettoyage et d'assainissement aux trois communes d'arrondissement de Bafoussam 1, 2 et 3, aux responsables de marchés et aux chefs de quartier. D'après le maire Roger Tafam, l'initiative cadre avec une grande opération d'embellissement et d'assainissement de la ville, engagée le 23 juillet. L'objectif est de donner un visage plus avenant à la ville de Bafoussam, en marge de la CAN TotalEnergies Cameroun 2021 (Bafoussam va abriter le groupe D durant la grand-messe du football africain, prévue du 9 janvier au 6 février 2022; Ndlr).

Le personnel de la mairie sera également mis à contribution pour peindre les arbres (plus de 4000 recensés) et les poteaux électriques sur deux mètres de hauteur. Une entreprise a été retenue depuis le 3 août pour tracer les parkings payants dans la ville, afin d'en découdre avec le

désordre urbain. En 2020, la mairie de la ville chef-lieu de la région de l'Ouest, avait aussi enlevé les kiosques encombrant les principales artères. L'heure est au remplacement progressif par des « kiosques témoins uniformes », fait savoir Roger Tafam.

A Yaoundé, capitale politique du Cameroun, le maire Luc Messi Atangana, a engagé une action presque similaire. Selon un communiqué daté du 29 juin 2021, l'édile recommande aux Yaoundéens de peindre en couleur jaune ocre ou blanche, les façades de tous les immeubles et habitations adjacentes aux principaux axes routiers de la ville. Le délai fixé pour cette opération est le 30 octobre au plus tard. Messi Atangana prescrit par ailleurs aux habitants de la ville aux sept collines d'assurer le désherbage ou le nettoyage systématique de leurs alentours. Il interdit en outre le séchage du linge sur les balcons des immeubles et des maisons.

Lors de la conférence semestrielle des gouverneurs tenue du 14 au 15 juin, le ministre de l'Administration territoriale (MINAT), Paul Atanga Nji, avait demandé que les maires des villes et les maires des communes puissent inscrire la propreté de la cité dans leurs agendas quotidien, hebdomadaire et mensuel. La ville de Douala n'est pas en reste. L'opération « Jeudi de propreté » lancée en janvier 2020 par le gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, reste d'actualité. Les autorités administratives et les collectivités territoriales décentralisées ont mis en route ce projet pour maintenir la cité économique dans la propreté avant, pendant et après la CAN 2021. Le boulevard de contournement de la ville de Garoua (sur 16 km) a subi une cure de jouvence. L'enjeu est garantir que la compétition sportive se déroule dans la salubrité.

Les villes hôtes se mettent au propre

GABON

L'ARMÉE NETTOIE LES RUES DE LIBREVILLE

Deux ans après le départ d'AVERDA, les autorités gabonaises ont pris une décision radicale. L'armée a été réquisitionnée pour une opération coup de poing en vue de l'assainissement de Libreville. C'est le dernier épisode d'un feuilleton à rebondissements qui a tenu en haleine, les habitants de la capitale gabonaise.

Jean-Loïc AMOUGOU



La mesure intervient suite au délabrement prononcé de Libreville, ayant longtemps donné à la ville, l'allure d'une poubelle géante. Les rues, les marchés, les quartiers, les établissements scolaires, etc., croulaient sous des tas d'immondices. Le gouvernement gabonais missionne alors la police et les militaires pour balayer les rues, curer les caniveaux et surtout convoier les déchets collectés à la décharge publique. Cette solution d'urgence résulte d'une rupture consommée en 2019, entre l'Etat gabonais et AVERDA. Ceci, après que les deux parties se soient mutuellement rejeté la responsabilité de la crise des déchets. D'un côté, l'Etat, arguant son insatisfaction de la qualité du service de l'entreprise libanaise, refusait de

payer les factures.

De l'autre, AVERDA, réclamant le paiement de vingt-quatre mois de prestations, et décriant des charges salariales et logistiques pesantes suspendait le service.

En substituant l'armée à des professionnels pouvant assurer la propreté de Libreville sans discontinuité, il apparaît clairement qu'on est encore loin d'une voie de sortie pérenne.

Au sein de l'opinion publique nationale, cette décision est largement contestée et plusieurs appellent de tous leurs vœux un retour à la normale. Ce qui selon eux devrait passer par le recours à un opérateur jouissant d'une expertise établie dans la propreté urbaine et par le paiement soutenu des prestations réalisées.

DES PRÉCÉDENTS DANS LES CRISES DE FINANCEMENT DE LA PROPRETÉ EN AFRIQUE.

Casablanca

En 2017, la ville de Casablanca et SITA, filiale de SUEZ, mettent fin au contrat qui les lie avant la date prévue.

La capitale économique marocaine déplore le coût de la prestation étant donné que la qualité n'est pas au rendez-vous.

Le groupe français est insatisfait de la rentabilité de l'activité. Ses pertes sont à 12 millions d'euros en trois ans.

Nouakchott

À Nouakchott, le problème est identique : mésentente entre la ville et le groupe français PIZZORNO. Celui-ci exigeait une revalorisation de son contrat et dénonçait des impayés. Ce que la ville a rejeté. Un arrêt de travail s'en est suivi en 2014.

Image source : rfi.fr

DOSSIER



La Cop 26 : quels enjeux ?
Quelles perspectives ?
Les suites de l'accord de Paris 2015

Diplomatie verte entre balbutiements et piétinements : la lutte contre les changements climatiques marque le pas !

L'accord de Paris affirmait qu'il était nécessaire de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle et qu'il était primordial de réduire les émissions de gaz à effet de serre. COP26 : quelles conclusions pour la conférence de Glasgow ?

La COP26, regroupant 197 pays participants, s'est tenue du 31 octobre au 12 novembre dernier à Glasgow (Ecosse). Pour résumer, les conférences des parties ont débuté en 1992

lors du Sommet de la Terre de Rio. La dernière COP était la COP21 et avait lieu à Paris. L'accord de Paris affirmait qu'il était nécessaire de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle et qu'il était primordial de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'aide des pays riches envers les pays pauvres est aussi en jeu et est déterminante. L'enjeu principal était de réduire de 45% les émissions de gaz à effet de serre et d'ainsi arriver à la neutralité carbone en 2050.

COP26 ON CLIMATE: TOP PRIORITIES FOR AFRICA



Five African leaders participated in the Leaders' Summit on Climate hosted by the United States President Joe Biden on 22 and 23 April this year. They emphasized the indispensable role the continent must play in global efforts to reduce greenhouse gas (GHG) emissions and limit global warming to 1.5 degrees Celsius.

JATOR NJENYU

The 26th session of the Conference of the Parties (COP 26) to the UNFCCC was originally scheduled to take place from 9-19 November 2020, in Glasgow, UK.

On 28 May 2020, the COP Bureau decided that it would take place from 1-12 November 2021, in Glasgow, UK. The change in dates had been anticipated following a decision, on 1 April 2020, to postpone the event due to the COVID-19 pandemic. At that time, the COP Bureau announced that: "In light of the ongoing, worldwide effects of COVID-19, holding an ambitious, inclusive COP26 in November 2020 is no longer possible. Rescheduling will

ensure all parties can focus on the issues to be discussed at this vital conference and allow more time for the necessary preparations to take place. We will continue to work with all involved to increase climate ambition, build resilience and lower emissions." United States President Joe Biden on 22 and 23 April this year hosted the Leaders Summit on Climate. According to the White House, the summit aimed to "galvanize efforts by the major economies to tackle the climate crisis." Leaders of 40 countries, including five from Africa, participated in the virtual event.

The event was an important milestone, ahead of the United Nations Framework Convention on

Climate Change (UNFCCC) Conference of the Parties (COP26), which will take place in Glasgow this November.

The five African leaders who participated in the Leaders Summit emphasized the indispensable role the continent must play in global efforts to reduce greenhouse gas (GHG) emissions and limit global warming to 1.5 degrees Celsius. They were President Félix Tshisekedi of the Democratic Republic of the Congo; Ali Bongo Ondimba of Gabon; Uhuru Kenyatta of Kenya; Muhammadu Buhari of Nigeria, and Cyril Ramaphosa of South Africa

At COP26, the African Group of Negotiators will echo the African

leaders. We will speak with one strong, clear and single voice in Glasgow. We will maintain that COP26 will succeed only if Africa is at the heart of the negotiations. In fact, under the UNFCCC, putting Africa at the heart of the global climate agenda is a binding obligation.

Africa's situation deserves extraordinary attention: the continent contributes just 4 percent of global total greenhouse gas (GHG) emissions, the lowest of any region, yet its socio-economic development is threatened by the climate crisis. In other words, Africa contributes the least emissions but suffers the brunt of the consequences.

For example, in addition to the effects of the climate crisis such as food insecurity, population displacement and water scarcity, more than half of African countries are likely to experience climate-related conflicts. According to the United Nations Environment Programme, the annual adaptation costs in developing countries, currently estimated at \$70 billion, will rise to \$300 billion by 2030 and \$500 billion by 2050.

At the same time, African governments currently spend between 2 - 9 per cent of their GDPs to fund adaptation programmes.

Unique needs

At COP26 in Glasgow, countries will launch an adaptation goal and adopt a strategy for achieving such a goal. Glasgow, therefore, presents an opportunity to recognize and address the unique needs and circumstances of Africa. There are several ways to do this, including the following:

First, the developed countries must avoid shifting their climate responsibilities, particularly regarding their cumulative GHG emissions, to developing countries. Also, the developed economies should lead with clear targets for reaching net-zero emissions by 2050.

Second, based on the commitments and obligations under Article 4 of the UNFCCC, developed countries must mobilize and provide adequate climate finance resources and transfer environmentally sound technologies to African countries.

Third, the COVID-19 crisis must not derail the climate finance agenda. A massively scaled-up and more progressive multilateral response is required to address the climate crisis, and finance is at the heart of it. At COP26, countries must agree on a finance architecture, including an agreement on the continuation of long-term climate finance (LTF) under the UNFCCC. This should be in addition to the launch of a new finance goal under the Paris Climate Agreement.

Fourth, developed countries must pledge to meet their pre-2020 climate finance gap of \$100 billion. The \$100 billion per year should be the floor, not the ceiling, and continuing efforts must be made to determine and meet the needs and priorities of developing countries.

Meeting in the UK in June, the G7 nations rightly renewed the pledge they made in 2009 to contribute \$100 billion annually to help poor countries cut emissions. Since 2009, however, scientific research shows that more needs to be done in mitigation and adaptation.

Fifth, at COP26, negotiators must recognize that the conditional parts of Nationally Determined Contributions (NDCs) represent the most ambitious contributions to the Paris Agreement on climate change, and these require climate finance resources that should be accessible through bilateral and multilateral channels.

Lastly, Africa needs additional support for its initiatives, including the African Renewable Energy Initiative (AREI) and the African Adaptation Initiative (AAI). The continent needs grants, not just loans that exacerbate its debt burden. Rising debt and the COVID-19 pandemic have weakened poor countries' capacity to tackle the climate crisis.

Our priorities

In sum, Africa's priorities for COP26 include adaptation, climate finance, a market mechanism (Article 6), ambitious NDCs, a transparency mechanism, meeting pre-2020 mitigation commitments and recognizing Africa's unique needs and circumstances.

Market mechanisms under the Paris

Agreement should help raise ambition on mitigation actions, support sustainable and green development in African countries and provide finance for adaptation.

Unfortunately, the transparency mechanism of the Paris Agreement was without an outcome at COP25. It needs to advance at COP26.

The transparency mechanism should capture progress and achievements in both action and support; it should be a tool to enhance climate action and ambition while supporting developing countries to build and maintain national transparency systems to meet the reporting requirements enunciated in the Paris Agreement.

Crucially, there should be an increase in international support for Africa's adaptation and mitigation programmes and initiatives. Current reductions in official development assistance by developed countries will weaken the capacity of poor countries to fight the climate crisis.

We are close to a climate emergency; therefore, the same attention and resources directed at COVID-19 should be deployed to tackle the threat of climate change. Just like the COVID-19 pandemic, climate change has no border. For Africa, the pandemic presents a unique opportunity for a green recovery.

The African Group used the occasion of the virtual UN Climate Change subsidiary bodies sessions (SBs), which took place from 31 May to 17 June 2021, to synergize their positions on a range of issues. Additional SBs in or before Glasgow may be necessary to enable prioritization of the agenda items on adaptation, technology transfer, among others.

It will be the turn of Africa to host the COP27. It will take place in November 2022 in Egypt. The success of COP26 will provide Africa the necessary fillip as it prepares for the subsequent COP.

Africa is eager to partner with the developed countries to ensure an ambitious outcome at COP26. We cannot afford to fail.

WHO ATTENDED AND WHO DID NOT?

The COP26 UN Climate Change Conference, hosted by the UK in partnership with Italy, took place from 31 October to 12 November 2021 in the Scottish Event Campus (SEC) in Glasgow, UK. Several prominent figures did not attend the climate summit in person.

Jator Njenyu

When President Biden was asked in Rome on Sunday about criticism of the world's wealthiest economies to do more to address climate change, he noted to absence of two key players: China and Russia. "Not only Russia, but China, basically didn't show up in terms of any commitments to deal with climate change," the president told reporters. "There's a reason why people should be disappointed in that. I found it disappointing myself." One day later, as Mr. Biden joined more than 100 world leaders who have descended on Glasgow for a critical climate summit — including Prime Minister Narendra Modi of India and Prime Minister Boris Johnson of Britain — the leaders of China and Russia were among the most notable no-shows. Along with Xi Jinping of China and Vladimir V. Putin of Russia, Jair Bolsonaro of Brazil and Recep Tayyip Erdogan of Turkey are not attending the summit. The presence of heads of state and government at the talks is not just symbolic. Real work gets done among leaders that cannot happen among lower-level diplomats. During the 2009 climate talks in Copenhagen, President Barack Obama barged in to a secret meeting being held by the leaders of China, India, Brazil and South Africa. The discussions that came after helped clinch a deal, albeit a weak one. So the high-profile absences this time have dismayed some experts. "Even as most democracies are making ambitious climate commitments, the world's most powerful autocrats in Beijing, Moscow and elsewhere are thumbing their noses, refusing to

cut their emissions and even to show up at climate negotiations," said Paul Bledsoe, who advised the Clinton White House on climate change and is now with the Progressive Policy Institute. Mr. Putin said more than a week ago that he would not attend the summit, signaling that he had concerns about the coronavirus. "The president unfortunately will not speak, because the option to participate by videoconference is not available in Glasgow," said Dmitri S. Peskov, the Kremlin spokesman. Mr. Peskov responded to Mr. Biden's comments by saying that Russia was "already ahead of many countries, including those of Western Europe," in transitioning to low-carbon sources of energy. Mr. Putin, addressing the Group of 20 summit in Rome via video on Sunday, said that 86 percent of Russian energy consumption came from nuclear, renewables and natural gas. Critics note that while natural gas emits about half the carbon dioxide of coal, it still generates pollution that is warming the planet, and its pipelines are vulnerable to leaks of methane, a potent greenhouse gas. Mr. Bolsonaro, under fire for his environmental policies, has not given a reason for his absence. Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, who has pledged to make tackling climate change a priority, was also expected to travel to Glasgow after the G20 summit, but instead flew back to Istanbul, the state-run Anadolu news agency reported. The reason for skipping the climate talks was a protocol issue involving his delegation in Glasgow, an official told reporters. Turkey's environment minister is expected to attend the conference in his place.

Before the climate summit the following were on list not to attend:

- The leader of the world's most populous country, President Xi Jinping of China, is not expected to be there in person. He has not left China since the COVID-19 pandemic began. He is likely to make an appearance by video. China is likely to be represented by vice-environment minister Zhao Yingmin and climate envoy Xie Zhenhua, who has confirmed he will attend.
- The Kremlin has said Russian President Vladimir Putin will not travel to Glasgow.
- Britain's Queen Elizabeth has pulled out of the summit after being advised by doctors to rest. She will deliver an address to the assembled delegates via a recorded message, Buckingham Palace said.
- Pope Francis is not expected to attend. A Vatican source said there was a possibility that the pope would address the conference by video or that Cardinal Secretary of State Pietro Parolin would read a message on his behalf.
- Iranian President Ebrahim Raisi will not attend COP26 after reports in the British media that local politicians were calling for a criminal investigation if he set foot in Scotland.
- Brazilian President Jair Bolsonaro and Vice President Hamilton Mourao, sometimes the point man for environment, are not going.
- Mexican President Andres Manuel Lopez Obrador is not going. Mexico may not send anyone because of pandemic restrictions and costs.
- South African President Cyril Ramaphosa is not going because of local elections on Nov. 1. -New Japanese Prime Minister Fumio Kishida has said he is considering how he will participate, possibly taking part online. The daily Yomiuri reported that Kishida was making arrangements to try to attend in person.

Before the climate summit the following were on list to attend:

- Indian Prime Minister Narendra Modi will attend, his Environment Minister Bhupender Yadav told Reuters in an interview. India is the world's third-biggest emitter of greenhouse gases after China and the United States.
- U.S. President Joe Biden, along with climate envoy John Kerry and domestic climate adviser and former EPA Administrator Gina McCarthy. The White House says 10 other cabinet officials will also be present.
- Britain's Prince Charles and Prince William along with Camilla, Duchess of Cornwall, and Kate, Duchess of Cambridge.
- The 27-country European Union's representatives will include European Commission President Ursula von der Leyen, EU climate policy chief Frans Timmermans, and the bloc's energy and financial services policy heads.
- Israeli Prime Minister Naftali Bennett.
- Australian Prime Minister Scott Morrison has confirmed he will attend. While many global nations have pledged to achieve net-zero emissions by 2050, Australia has refused to strengthen its targets.
- President Tayyip Erdogan will attend after Turkey's parliament ratified the Paris climate agreement last month.
- French President Emmanuel Macron.
- Canadian Prime Minister Justin Trudeau.
- Italian Prime Minister Mario Draghi.
- Colombian President Ivan Duque.
- Swedish Prime Minister Stefan Lofven.
- Swiss President Guy Parmelin.
- South Korean President Moon Jae-in.
- Democratic Republic of Congo's President Felix Tshisekedi, current chair of the African Union.
- Nigerian President Muhammadu Buhari.
- Ghana's President Nana Akufo-Addo.
- Argentinian President Alberto Fernandez.

Agenda Glasgow

DES ATTENTES NON COMBLÉES ?

Si des avancées ont été enregistrées en matière d'énergies fossiles, les questions de justice et de financement climatiques restent sans issue.

Eric Vincent FOMO



l'Union européenne qui n'ont formellement pas fait opposition. Au finish, les pays s'engagent plutôt à « réduire progressivement » le charbon « non traité », c'est-à-dire la combustion du charbon sans aucune forme de capture et de stockage du carbone. L'Ong Oxfam relativise tout de même en insistant sur la nécessité de « capitaliser sur cette avancée ».

La question du financement des pertes et dommages causés par les catastrophes climatiques a également été traitée en pointillés, avec des engagements jusqu'à présent « ponctuels », selon la Coalition Climat. Les annonces sectorielles faites pour respecter l'Accord de Paris et limiter le réchauffement à +1,5°C sont, de l'avis de l'association Réseau action climat, floues ou incomplètes pour entraîner les basculements nécessaires. Derrière un tel scénario, le business habituel continue son bonhomme de chemin. Réseau action climat évoque à titre d'exemple, la France qui a déclaré que son calendrier de fin des financements aux énergies fossiles à l'étranger (fixé à 2025 pour les projets pétroliers et à 2035 pour les projets gaziers) ne va pas subir de modifications.

Néanmoins, l'un des points positifs du Pacte de Glasgow est une première avancée sur les crédits carbone. Les règles d'encadrement et de fonctionnement des marchés mondiaux du carbone et des dispositifs permettant d'éviter une double comptabilisation par les Etats et/ou les entreprises ont ainsi été avalisées.

« Je sais que vous êtes déçus. Mais le chemin du progrès n'est pas toujours une ligne droite. Il y a parfois des détours. Parfois, il y a des fossés. Mais je sais que nous pouvons y arriver. Nous sommes dans le combat de notre vie, et ce combat doit être gagné. N'abandonnez jamais. Ne battez jamais en retraite. Continuez à aller de l'avant ». Cette déclaration faite par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, lors de la clôture de la 26ème Conférence des parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les

changements climatiques (CNUCC), pourrait s'apparenter à un goût d'inachevé. Rien que sur le dossier du charbon, alors que le projet défendu à Glasgow prévoyait une « suppression progressive », cette ambition a été abattue en plein vol. Même si c'est la première fois qu'un accord final mentionne les industries fossiles en 27 ans de COP, la directrice éditoriale des Echos Planète, Françoise Blind-Kempinski, précise que la formulation finale du texte a été influencée à la dernière minute par l'Inde et la Chine, avec la complicité des Etats-Unis et de

Les énergies fossiles marquent des points.

LA PLACE DES ÉNERGIES FOSSILES DANS LE DÉBAT À GLASGOW

Les énergies fossiles, moteur du changement climatique, ont été au cœur des débats de la COP 26, une première dans l'histoire des COP. Malgré l'échec à contraindre les États à sortir du charbon, 8 pays se sont engagés à éliminer l'exploitation des énergies fossiles de leur territoire.

Boris NGOUNOU

La 26^e conférence des Nations unies sur le climat (COP26) tenue du 31 octobre au 12 novembre 2021, restera dans les annales comme celle qui a véritablement propulsé les énergies fossiles dans les négociations climatiques. Seconde ressource énergétique de l'humanité, derrière le pétrole (30,9 %), et la première source d'électricité avec 36,7 % de la production d'électricité en 2019 le charbon a été la principale énergie fossile combattue lors des débats de la COP 26. Parties au départ pour un objectif de sortir États de la production du charbon, les négociateurs de la COP 26 n'y parviendront pas. Les représentants de la Chine et de l'Inde (principaux producteurs mondiaux de charbon) s'opposeront à une sortie du charbon, mais adhéreront à une logique de réduction de la production du charbon.

Ainsi dans la déclaration finale de la COP 26, baptisée le Pacte de Glasgow, l'on ne parlera plus de «sortie» des énergies fossiles mais de leur «réduction». « New Delhi et Pékin ont changé un mot mais ils ne peuvent pas changer le signal donné par cette COP: l'ère du charbon touche à sa fin», s'est indigné Jennifer Morgan, la présidente de Greenpeace International.

Huit pays décident d'arrêter l'exploitation des énergies fossiles

Les débats de la COP 26 sur les énergies fossiles se sont traduits aussi par des déclarations fortes. Après la naissance de coalitions pour une sortie du charbon et la fin du financement de projets fossiles à l'international, un groupe de 8 pays

////////////////////////////////////



s'est engagé à ne plus délivrer de nouvelles licences d'exploration et d'exploitation de pétrole et de gaz, et ce avec effet immédiat.

Le groupe qui a vu le jour le jeudi 11 novembre 2021 dans le cadre de la COP 26, se fait appelé « Beyond Oil and Gas Alliance » (Boga). C'est une initiative du premier producteur européen de pétrole, le Danemark, et

le Costa Rica. Les deux pays ont été rejoints par la France, le Groenland, l'Irlande, le Pays de Galles, le Québec (une province du Canada) et la Suède. Dans sa déclaration le Boga soutient que la sortie d'un approvisionnement non durable en pétrole et en gaz, est la solution efficace contre l'atteinte des niveaux dangereux de perturbation climatique.



Chine-Usa : deux colosses au chevet de la planète à Glasgow

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

A la surprise générale, les deux plus gros pollueurs de la planète ont signé un accord, lors de la Cop 26 à Glasgow, en Ecosse, pour contribuer activement à la lutte contre le réchauffement climatique. Dans cette optique, les deux géants économiques ont décidé de mettre sur pied un groupe de travail bilatéral.

Accord Chine/ Etats-Unis : une déclaration de bonnes intentions

Jean-Célestin EDJANGUE

Pour une surprise, c'en est une. Alors que le scepticisme sur une lueur d'espoir de cette 26^e conférence des Nations unies sur le Climat, à Glasgow, en Ecosse, du 31 octobre au 12 novembre 2021, commençait à prédominer, le premier ministre Britannique, Boris Johnson, s'alarmant tout en prévenant que l'échec de Glasgow n'aurait aucune excuse, qu'une annonce conjointe entre la Chine et les Etats-Unis, aussi inattendue que salutaire, est tombée comme une manne du ciel pour remettre un peu de baume au cœur et redonner de l'espoir aux délégués et représentants des 190 pays réunis sur les berges du lac des Highlands réputé pour être le cœur de l'histoire du mythique monstre de Loch Ness. La Chine et les Etats-Unis d'Amérique, les deux plus gros pollueurs de l'environnement à l'échelle mondiale, ont choisi, à moins de 48 heures de la clôture de la rencontre, dire

officiellement qu'ils faudra compter avec eux pour aller dans le sens de l'Accord de Paris 2015, qui prévoit de limiter le réchauffement climatique "bien en deçà" de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, et si possible à 1,5°C.

Déclaration de bonnes intentions

La nouvelle est d'autant plus inédite que le pays de Mao, la Chine est, en valeur absolue, le pays qui émet le plus de gaz à effet de serre, principale cause du réchauffement climatique, même si le pays est loin derrière en émissions par habitant. Le géant asiatique s'est engagé en 2020 à atteindre son pic d'émissions carbonées en 2030, pour une "neutralité carbone"(produire autant que d'en absorber) envisagée pour 2060. Le pays prévoit, en outre, de réduire d'ici 2030 son intensité carbone (les émissions de CO2 rapportées au PIB) de plus de 65% par rapport à 2005. Reste à savoir comment, par quels moyens, Pékin

compte atteindre ces objectifs. Au moment où aux dires de l'ONU, le monde se trouve toujours sur une trajectoire "catastrophique" de réchauffement de 2,7°C, les conclusions de la Cop 26 peuvent laisser sur la faim, tant elles paraissent globalement peu palpables. L'avancée la plus concrète à Glasgow est que les pays acceptent de revoir et de renforcer leurs objectifs pour 2030 afin de les aligner sur l'objectif de température de l'Accord de Paris.

Dans ce contexte, la déclaration conjointe des Etats-Unis et de la Chine, qui affirme la volonté des deux parties à accélérer la mise en place de l'Accord de Paris 2015, contient 17 points concernant la volonté des deux partenaires à s'impliquer dans l'urgence climatique: "Ce document contient des déclarations fortes sur les études alarmantes des scientifiques, la réduction des émissions de carbone, et le besoin urgent d'accélérer les actions pour y parvenir", a déclaré à la presse, John Kerry, l'envoyé spécial américain, soulignant que le texte "s'engage à une série d'actions importantes sur cette décennie, au moment où elles sont nécessaires". Pour sa part, le président chinois a indiqué lors d'une conférence en ligne en marge du sommet du Forum de Coopération économique Asie-

Pacifique (Apec) : «Nous pouvons tous nous engager sur la voie d'un développement vert, à faibles émissions de carbone et durable ». Précisément, Pékin et Washington s'engagent à oeuvrer pour "une issue ambitieuse, équilibrée et inclusive sur l'atténuation, l'adaptation et le soutien" financier aux pays pauvres. Un accord salué comme "un pas important dans la bonne direction" par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, pendant que le Vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, abondait dans le même sens. "Au-delà de la COP, c'est important pour le monde", a-t-il déclaré à l'Agence France- Presse(AFP).

Loin des objectifs de l'Accord de Paris 2015

Quant à la déclaration finale, appelant à renforcer et accélérer le rythme des engagements climatiques de l'ensemble des pays pour tenir les objectifs de l'accord de Paris, elle divise plus qu'elle ne fédère. Le document a provoqué des réactions mitigées, notamment des pays pauvres, qui insistent pour que les plus riches tiennent leur promesse d'aide. Le projet, qui fera encore l'objet de négociations et peut changer d'ici la fin de la COP (Conférence des parties à la Convention de l'ONU sur le climat), prévue vendredi mais qui peut se

prolonger, appelle les pays à "réviser et renforcer" dès 2022 les contributions nationales (NDC) qui fixent leurs engagements à court terme. Le projet encourage également les pays à "accélérer la sortie du charbon et des financements des énergies fossiles", sans leur donner des moyens concrets d'y parvenir. Une telle mention explicite des énergies fossiles, responsables de la plupart des émissions, est non seulement inédite mais elle ne figure à aucun moment dans l'accord de Paris 2015. Mais elle promet d'être âprement disputée jusqu'à la conclusion du texte final, notamment par les pays producteurs. Sur le dossier brûlant du financement, le texte "relève avec regret" l'échec des pays développés à tenir leur promesse de mobiliser à partir de 2020 quelque 100 milliards de dollars par an d'aide climatique aux pays pauvres. Or cette mobilisation financière est indispensables aux pays les moins développés, généralement les moins pollués net qui, paradoxalement souffrent le plus des effets du réchauffement climatique, comme l'a fort justement rappelé le ministre des Affaires étrangères de l'archipel des Tuvalu, lançant aux délégués de la COP "nous sommes en train de couler", dans une vidéo filmée debout jusqu'à mi-cuisse dans l'océan.



THE GLASGOW CLIMATE PACT

The UN climate conference, COP26, finally took place in Glasgow, with expectations and tensions running high after a year-long delay due to the Covid-19 pandemic.

Jator Njenyu

The two-week meeting was seen as a critical moment for commitments and action after richer nations had failed to raise the \$100bn annual climate funding they had promised to vulnerable countries and the gap to staying below 1.5C loomed large.

As record-breaking numbers of delegates gathered in the Scottish city, they were joined by world leaders inside the vast venue beside the Clyde river and huge crowds of protesters outside.

After two weeks of talks in Glasgow, diplomats from almost 200 countries have agreed to ramp up their carbon-cutting commitments, phase out some fossil fuels and increase aid to poor countries on the front lines of climate change.

The agreement will not put the world on track to avoid catastrophic warming beyond 1.5 degrees Celsius (2.7 degrees Fahrenheit). But officials said it represents a significant step on a path to a safer future.

Under tight Covid restrictions that limited access for observers, negotiators finally brought discussions around the Paris Agreement "rulebook" to a close, including regulations around carbon markets and regular reporting of climate data by all countries.

Meanwhile, the UK presidency of the COP had set itself the ambitious task of "keeping 1.5C alive", referring to the stretch target of the Paris Agreement that will limit some of the most destructive impacts of climate change, if achieved.

Whether they succeeded or not is up for debate, but the "Glasgow Climate Pact" that emerged from the summit was welcomed by many for its commitment to doubling adaptation finance and requesting countries to present more ambitious climate pledges next year.

Others were disappointed that this COP once again failed to provide vulnerable nations with the money to rebuild and respond to the unavoidable impacts of climate change.

Much was also made of a last-minute intervention from the Indian environment minister Bhupender Yadav that saw language around moving beyond coal

weakened in the final text. The call to "phase down" unabated coal use is, nevertheless, unprecedented in the UN climate process.

Here, Carbon Brief provides an in-depth summary of all the key outcomes in Glasgow – both inside and outside the COP...

The pact

The surprise package at COP26 was the adoption of a "Glasgow Climate Pact", an unprecedented, lengthy and wide-ranging political decision towards a more ambitious climate response.

This text "requests" that countries "revisit and strengthen" their climate pledges by the end of 2022, calls for a "phasedown" of coal and sets up processes towards delivering a global goal on adaptation, higher levels of climate finance and finance for loss and damage.

Although the text left many disappointed over a lack of "balance" between the strength of language and action on emissions cuts, relative to finance or loss and damage, the fact that it was agreed at all is a relative novelty for the COP process.

As noted above, there was no mandate for the UK presidency to push through this decision, which did not appear on the agenda for any of the formal proceedings.

The Glasgow pact is much longer than the equivalent documents agreed in the "Chile Madrid Time for Action" cover decisions at COP25 in 2019, which ran to a total of just seven pages and largely reiterated wording from the Paris Agreement.

The Glasgow text – which is actually split across three documents – weighs in at 11 pages for the cover decision to the Paris Agreement (1/CMA.3), plus another eight pages for the decision under the UN climate convention (1/CP.26) and one more for that under the Kyoto Protocol (1/CMP.16).

Moreover, there is a marked shift in the language – and specificity – that countries were collectively willing to sign off in Glasgow, compared with earlier summits.

Just three years ago at COP24 in Katowice, Saudi Arabia and the US

under President Trump had fought off efforts to "welcome" the findings of the IPCC special report on 1.5C.

Now, the Glasgow text puts the IPCC's findings front and centre, under the first subheading "science and urgency". It "recognises" that the impacts of climate change will be "much lower" at 1.5C compared with 2C and "resolves to pursue efforts" to stay under the lower limit.

This puts a slightly stronger emphasis on 1.5C, with the Paris text itself having only said countries would "pursu[e] efforts" to stay below that rise in global temperature.

The pact then reiterates the IPCC special report finding that limiting warming to 1.5C requires "rapid, deep and sustained" emissions cuts, with carbon dioxide (CO2) emissions falling to 45% below 2010 levels by 2030 and to net-zero around mid-century.

Throughout COP26, many parties and observers called for this tightening of "ambition".

Ultimately, this "request" is likely to be ignored by some countries in 2022, in the same way that around 40 countries failed to offer new or updated NDCs before COP26.

Nevertheless, the wording sets a clear expectation that all countries will raise their game next year, with intense diplomatic pressure likely to fall on those that refuse to play ball.

Again, this goes beyond what was agreed in Paris, where countries were only expected to update their pledges every five years – with an option to do so at any time.

The rationale for this is clear. The next round of NDCs are due to cover the period from 2031 onwards, yet a yawning gap remains between current pledges to 2030 and the 1.5C limit.

The pact's new request to revisit and strengthen 2030 targets next year therefore offers a narrow window through which the 1.5C limit could be kept within reach.

Notably, this language around a 2022 ratchet was agreed, despite some countries having argued against what they saw as a "renegotiation" of the Paris text.

In addition, the Glasgow pact “urges” those that have yet to update their NDCs to do so “as soon as possible” and requests the UN climate body to publish annual updates to its synthesis report, on the combined climate impact of countries’ NDCs.

Similarly, it “urges” those that have not yet submitted long-term strategies to the UN to do so before COP27 “towards just transitions to net-zero emissions by or around mid-century”.

(An earlier draft had called for more specific “plans and policies” towards reaching net-zero, in addition to asking for the strategy itself. This language was subsequently deleted.)

Although much of the language in the pact remains loose rather than binding, it does contain a number of “decisions” and “requests”, in addition to the wording on cutting emissions.

These largely reflect the underlying decisions adopted elsewhere in the COP on matters such as adaptation, finance and loss and damage. Highlights include:

A two-year Glasgow Sharm el-Sheikh work programme to define a new global goal on adaptation (see: Adaptation).

A pledge from developed countries to “at least double” adaptation finance between 2019 and 2025.

Acknowledgement of the loss and damage already being caused by warming and welcome for the operationalisation of the “Santiago Network”. (See: Loss and Damage).

A two-year Glasgow Dialogue “to discuss the arrangements for the funding of activities to avert, minimize and address loss and damage”.

A note of “deep regret” that the \$100bn climate finance goal has not yet been met, with developed countries “urge[d]” to “fully deliver...urgently and through 2025”.

A pledge to “significantly increase” financial support and a new body to agree the post-2025 finance goal by 2024.

Repeated references to human rights, the rights of Indigenous peoples’ and gender equality, as well as the need for social and environmental safeguards.

Recognition of the need to protect, conserve and restore “nature and ecosystems...including through forests and other terrestrial and marine ecosystems”. (This replaced earlier language on “nature-based solutions” to climate change.)

An invitation for Parties to “consider further actions to reduce by 2030” other greenhouse gases, including methane.

One other paragraph of the pact garnered disproportionate media

attention after its wording, according to Politico, “almost sunk the Glasgow climate deal”.

This was paragraph 36 of the CMA text, which in the first draft from the COP26 presidency “call[ed] upon parties to accelerate the phasing-out of coal and subsidies for fossil fuels”.

By the time the pact was sealed three days later on Saturday evening, this had been amended to “accelerating efforts towards the phasedown of unabated coal power and phase-out of inefficient fossil fuel subsidies”, with additional text on support for the poorest and the need for a just transition.

The pact “welcomes” the latest IPCC report and “expresses alarm and utmost concern” at warming having already reached 1.1C, with remaining carbon budgets now “small and being rapidly depleted”.

It “notes with serious concern” that current pledges will see emissions increase by 2030 and starts a work programme on faster cuts “in this critical decade”, with a report due at COP27 next year.

The pact requests a draft decision be drawn up on this matter, meaning the need for increased ambition before 2030 will be formally on the agenda at the next COP – and potentially at future summits.

It also starts an annual ministerial meeting on “pre-2030 ambition”, with the first at COP27.

The pact then “requests” that countries “revisit and strengthen” their targets by the end of 2022 “as necessary to align with the Paris Agreement temperature goal...taking into account different national circumstances”.

This language mirrors the wording in the Paris decision text, which “request[ed]” countries improve their pledges by 2020.

It also gives a nod to those developing countries that wanted to emphasise the need for rich nations – or major emitters – to take the lead.

Despite some initial confusion, the “request” to ratchet ambition in 2022 is also stronger wording than in earlier drafts, which had merely “urge[d]” parties to step up next year.

The language of coal phasedown and inefficient fossil fuel subsidy phase-out can be traced through various recent documents, including the G20 deal in October, the US-China joint statement at COP26 and the words of Chinese leader Xi Jinping.

The final shift in language at COP26, from “phase-out of unabated coal” to “phasedown”, was publicly proposed from the plenary floor by Indian environment

minister Bhupender Yadav, in the tense final moments of the closing meeting.

After Yadav’s intervention, many countries took to the floor to express their “profound disappointment” at the shift in language, calling it a “bitter pill” and objecting to the way it had been agreed in closed-door negotiations between the US, EU, China, India and UK.

Beyond the rhetoric, the shift in language was largely symbolic, given that even the original text had not set any timelines, making the wording open-ended and non-specific.

Jennifer Morgan, executive director of Greenpeace International, said:

“They changed a word, but they can’t change the signal – that the era of coal is ending.”

Energy experts were also quick to call it a “big deal” for India to accept the phasedown language, as a country with many millions of people still living in poverty and rapidly growing demand for energy. Others noted that India’s target for 500 gigawatts (GW) of renewable energy by 2030 might well imply a phasing down of coal use in any case, if it can be met.

It is the first time that India has explicitly addressed the question of a coal exit, according to Chris Littlecott, associate director of thinktank E3G. He noted that major coal exporters, including Australia, Indonesia and Colombia, had accepted the language of coal phaseout.

Meanwhile, some commentators pointed to the absence of oil and gas in the text, or argued that the real issue was a refusal by the US to discuss a phaseout of all fossil fuels.

Earlier in the week, Yadav had proposed language suggesting that all fossil fuels should be phased down – not just coal – particularly in developed countries, and that developing countries should be able to use a “fair share” of the global carbon budget.

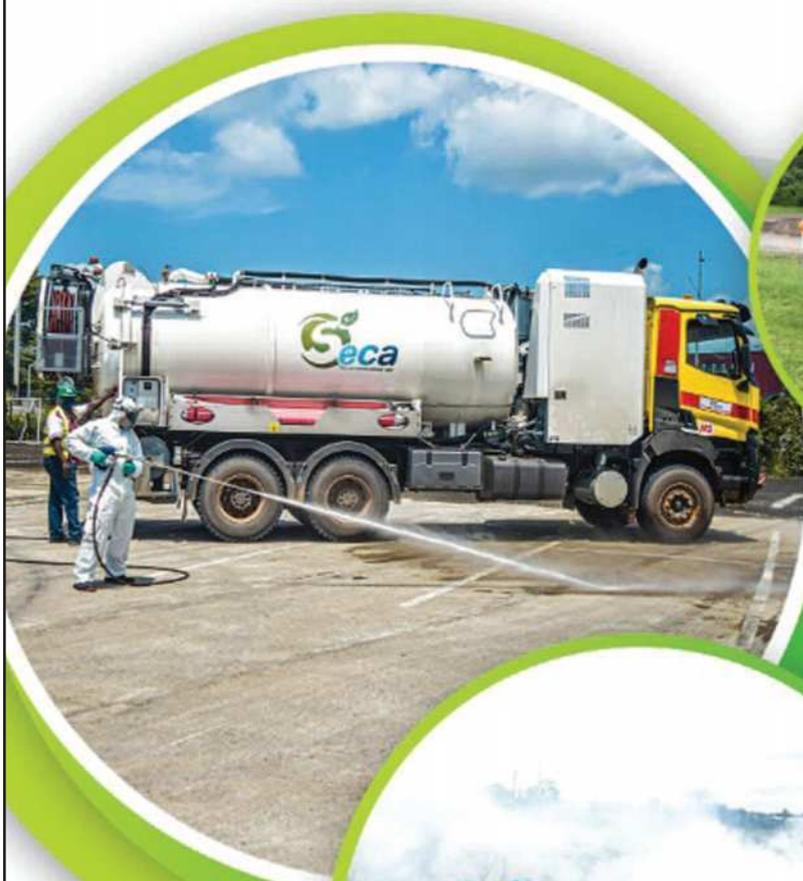
(The IPCC special report on 1.5C and the International Energy Agency’s net-zero emissions pathway both suggest that much more rapid cuts in coal use are needed to stay below 1.5C, relative to what is required of oil and gas – but use of all three will need to be cut.)

In any case, the explicit reference to reducing coal use marked a significant first for the UN climate process, after nearly 30 years of summits.

Reflecting on the draft coal language during the second weeks of the talks, WWF Japan’s Naoyuki Yamagishi had told Carbon Brief: “If this paragraph survives, it makes history.”



- **Gestion des déchets industriels**
- **Lutte anti vectorielle et phyto sanitaire**
- **Assainissement**
- **Nettoyage industriel**
- **Entretien des espaces verts**



DIRECTION GÉNÉRALE
B.P : 2172 Douala – Cameroun
Téléphone : +237 690 71 60 82

Agence de Yaoundé
BP : 781 Yaoundé
Tél : +237 699 08 01 64

Agence de Kribi
BP : 840 Kribi
Tél : +237 656 04 56 91

Agence d'Edéa
BP : 132 Edéa
Tél : +237 656 12 70 44

Agence de Nkoteng
Tél : +237 696 09 36 13

Email : info@seca-environnement.com
seca.hysacam@gmail.com

www.seca-environnement.com



ISO 9001:2015



GIEC 2021 : un rapport alarmant

LA PÉRIODE 2081-2100 SUSCITE DES FRAYEURS

Eric Vincent FOMO

Le dernier rapport du GIEC publié en août 2021 annonce une augmentation de la température entre 1,4°C et 4,4°C. L'Homme en reste le principal responsable.

Le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié le 9 août 2021, donne des frissons quant à l'ampleur du dérèglement climatique. Le rapport intitulé « Changements climatiques 2021: les bases scientifiques » est péremptoire: le dérèglement climatique est généralisé. L'ampleur des changements récents est sans précédent depuis plusieurs siècles, voire plusieurs milliers d'années, renseigne le site d'informations « Bio à la Une ». Le document révèle qu'au cours des trois derniers millénaires, le niveau des mers n'a jamais augmenté aussi rapidement que depuis 1900. Les activités anthropiques (c'est-à-dire imputables à l'Homme) ont altéré le climat de façon effrénée, depuis 2000 ans.

Le rapport rédigé par 234 scientifiques originaires de 66 pays de la planète annonce une élévation continue de la température mondiale entre 1,4°C et 4,4°C, sur la période 2081 et 2100. Si ce scénario se précise, les régions semi-arides et de moyenne altitude pourront subir les augmentations de température. L'Arctique pourra se réchauffer trois fois plus vite que le reste du monde. Au cours des 20 prochaines années, la température va augmenter à la vitesse grand V. Le seuil de hausse de température fixé à 1,5°C par l'Accord de Paris en 2015, pourrait



être atteint dès l'horizon 2030, soit 10 ans plutôt que prévu.

A l'issue de l'analyse de 14 000 études réalisées, les scientifiques du GIEC tablent déjà sur des conséquences estimées à 255 000 décès prématurés au moins et à une perte de récoltes agricoles de 26 millions de tonnes dans le monde. Il est également annoncé une élévation continue du niveau de la mer, faisant craindre les risques d'inondations continues. Les dernières catastrophes survenues en juillet 2021 en Europe (200 morts dont 69 en Allemagne au 20 juillet selon AFP) restent présentes à l'esprit et montrent à quel point aucun pays n'est épargné par le dérèglement du climat.

L'être humain: moteur numéro un du changement climatique

Les experts du GIEC pointent du doigt l'Homme comme principal responsable des perturbations climatiques. Le rapport indique par

exemple que, parmi les gaz à effet de serre, le méthane seul est responsable du changement climatique, à hauteur du quart. Son pouvoir de réchauffement est 28 fois supérieur à celui du CO₂. Parmi les secteurs qui émettent le plus du méthane, l'agriculture (production animale notamment) est indexée à hauteur de 40%. Les énergies fossiles et les déchets suivent avec un pourcentage d'émission de 35% et 25% respectivement.

Dans le deuxième rapport du GIEC publié en 1995, l'influence de l'Homme n'était encore que « perceptible ». Pourtant, depuis le premier rapport de 1990, 1 000 milliards de tonnes de CO₂ ont été émises. Soit presque la moitié de nos émissions depuis le début de l'ère industrielle.

Malgré les prévisions alarmistes, une lueur d'espoir reste à explorer. Le GIEC propose des « actions fortes et coordonnées des Etats » pour atténuer le dérèglement climatique.

Les catastrophes naturelles, de plus en plus récurrentes.



L'EUROPE SOUS LES EAUX

Juillet 2021, les cours d'eau de plusieurs bassins fluviaux d'Europe de l'Ouest débordent, notamment l'Ahr en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, provoquant une catastrophe naturelle d'une ampleur insoupçonnée en Europe. Pour de nombreux observateurs, il s'agit d'une des pires catastrophes naturelles du début du XXI e siècle en nombre de victimes.

Jean-Célestin Edjanguè

L'Europe en proie à des inondations meurtrières

Entre le 14 et le 18 juillet, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche ont été touchés par des pluies extrêmement abondantes et violentes. Ce phénomène météo a provoqué des crues et des glissements de terrain, et a causé la mort d'au moins 200 personnes et des dizaines de personnes portées disparues.

En Allemagne, la Chancelière, Angela Merkel, a découvert, dimanche 18 juillet, les paysages dévastés, des scènes de chaos après le passage des inondations. Un phénomène naturel qui a causé la mort d'au moins 200 personnes et des dizaines de personnes disparues, en Europe de l'Ouest. La chancelière allemande, qui se trouvait en visite à Washington dans la nuit du 14 au 15 juillet, au moment des crues meurtrières, est arrivée dimanche à la mi-journée en

Rhénanie-Palatinat, dans le sud-ouest de l'Allemagne, l'une des régions les plus touchées avec 112 personnes tuées sur un total de 169 sur l'ensemble du territoire. Les communes de Berchtesgaden et Bischofswiesen, à l'extrême sud, près de la frontière avec l'Autriche, ont été particulièrement touchées, elles aussi. Des maisons ont déjà été évacuées en raison des glissements de terrain qui ont par ailleurs provoqué la fermeture de plusieurs routes secondaires.

« Solidarité »

Visiblement très marquée, Angela Merkel a commencé à prendre la mesure de la catastrophe qui a défiguré le village de Schuld, près de Bonn, la rivière Ahr ayant emporté une bonne partie de la localité. "C'est une situation surréaliste et fantomatique, je dirais presque que la langue allemande a du mal à trouver les mots pour décrire la dévastation qui a été

causée", a-t-elle indiqué confié lors d'une conférence de presse. La Cheffe de l'exécutif allemand a annoncé l'engagement sans réserve de l'État pour aider à la reconstruction et en toute solidarité avec les victimes et leurs familles. Dès mercredi, 14 juillet, une aide d'urgence d'au moins 300 millions d'euros a été présentée en conseil des ministres, avant un vaste programme de reconstruction de plusieurs milliards d'euros, selon le ministre des Finances, Olaf Scholz. Dimanche, 18 juillet, des pluies torrentielles orageuses sur le sud-est de l'Angleterre ont entraîné en fin de journée des inondations dans les rues de Londres. De quoi provoquer des perturbations dans les transports (train, bus, voiture, métros). Sur Twitter, les pompiers de Londres ont indiqué lundi matin avoir reçu plus de 1.000 appels pour des incidents liés aux inondations. Les intempéries doivent se poursuivre jusqu'à ce lundi.

En Belgique, les inondations ont fait environ 30 morts et plus de 160 disparus. Les secours recherchent encore ces personnes. Une journée de deuil national a été décrétée le mardi 20 juillet. De nombreux habitants ont dû quitter leur maison, dans un élan de survie. Dans la ville de Rochefort, en Belgique, les habitants ont commencé à nettoyer leurs maisons avec une entraide forte au-delà des générations. Ce sont, le plus souvent, les plus jeunes qui aident leurs parents à nettoyer les maisons et à débarrasser tout ce qui est abîmé. En Autriche, les pompiers sont en état d'alerte dans les régions de Salzbourg et du Tyrol, tandis que la vieille ville de Hallein est sous les eaux. "De fortes pluies et des tempêtes causent malheureusement de graves dégâts en plusieurs endroits en Autriche", a tweeté le Premier ministre Sebastian Kurz. La force des eaux s'est également abattue sur d'autres pays européens: C'est le cas du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Suisse ou de la Pologne, où d'importants dégâts matériels ont été enregistrés, sans oublier la France, où l'eau a également envahi les rues de plusieurs communes et cités du nord-est.

« Réchauffement climatique »

"L'addition de tous les événements auxquels nous assistons en Allemagne et la force avec laquelle ils se

produisent, tout cela laisse penser (...) que cela a un lien avec le changement climatique", a encore déclaré Angela Merkel, poursuivant: « l'Allemagne devait se dépêcher, nous devons être plus rapides dans la lutte contre le changement climatique ». Si la zone la plus sinistrée de l'Allemagne a fini par se relever, la situation s'est en revanche fortement dégradée plus au sud, à la frontière avec l'Autriche. De fortes pluies localisées, des crues, ont fait au moins un mort côté allemand, a indiqué la police locale dans la nuit de samedi 17 juillet à dimanche. Un "plan catastrophe" a été décrété dans le district allemand de Berchtesgaden et plusieurs centaines de pompiers ont été mis à pied d'oeuvre. Ces inondations se produisent quelques semaines avant le rapport du Giec, en août 2021, sur l'urgence climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié le 9 août, un nouveau rapport intitulé « Changements climatiques 2021: les éléments scientifiques ». Le document fournit les dernières connaissances et donc les plus avancées sur la science du climat, confirmant malheureusement l'influence indiscutable de l'Homme sur le climat, la nécessité de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et l'importance d'agir urgemment pour tenter d'inverser la tendance.

Première étude d'une série de quatre publications préparées par le GIEC courant 2021 et 2022, le rapport d'août 2021 indexe clairement l'activité humaine qui a transformé la planète de manière définitive et que certains changements entraînés sont irréversibles. Le document pointe aussi du doigt, pour la première fois, le rôle du méthane dans le changement climatique, propose des scénarios sur l'avenir qui nous attend et affirme un lien évident entre changement climatique, fréquence et intensité des phénomènes extrêmes. Les événements tragiques et meurtriers observés depuis plusieurs mois maintenant dans différentes parties du globe (incendies dévastateurs, vagues de chaleur, inondations, déplacement des populations, etc.) alors que le réchauffement climatique est de 1,1°C par rapport à l'ère pré-industrielle, pour l'instant, laissent présager le pire. « Le rapport du GIEC illustre une nouvelle fois l'ampleur et la rapidité des changements observés qui dépassent même parfois les prévisions précédentes du GIEC. L'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C nécessiterait des efforts colossaux et urgents de modification des politiques publiques et de nos modes de vie. Pour aligner les émissions de la France avec un objectif 1,5°C, il faudrait par exemple, abandonner les moteurs thermiques des voitures individuelles au plus vite, renoncer aux liaisons aériennes internes, limiter drastiquement les vols internationaux, diviser par près de 3 notre consommation de viande individuelle, contenir nos achats de vêtements neufs à 1kg par an et par personne ou encore engager des plans massifs de rénovation thermique. La loi climat adoptée récemment démontre hélas que la France est encore loin du compte sur ces sujets. Les annonces des mesures que l'Etat fera au Congrès mondial de la nature de l'UICN ainsi qu'à la COP 26 seront déterminantes pour savoir si l'Etat a enfin saisi l'urgence de la situation », prévient Arnaud Gauffier, responsable des programmes du WWF France. Le scénario cauchemardesque d'un réchauffement autour de 5°C, d'ici la fin du siècle, n'est donc plus à exclure avec des effets redoutablement néfastes dès 2025, c'est-à-dire dans à peine 3 ans !



DEUX REGIONS DU MONDE SONT DEVENUES INHABITABLES POUR L'HUMAIN

Imaginez un lieu où il fait constamment plus de 35 degrés et ce avec plus de 90% d'humidité. Le moindre petit effort et c'est l'épuisement assuré, puisqu'il est impossible d'évacuer la transpiration. Le corps ne peut plus réguler sa température interne et c'est la surchauffe.

Jean-Loïc Amougou

C'est ce que vivent aujourd'hui les régions de Jacobabad (Pakistan) et Ras Al Khaimah (Émirats arabes unis). Le changement climatique est ici directement incriminé et cela a rendu ces zones purement et simplement inhabitables.

Celui ou celle qui oserait rester dans ces régions-là pourrait le payer cher. D'après un cardiologue du sport, cela provoquerait irrémédiablement des troubles de la vision, du vertige, des troubles neurologiques, voire un coma, des convulsions et des complications cardiaques ou rénales gravissimes. Bref, il ne fait pas bon d'être à Jacobabad et Ras Al Khaimah.

Le rapport du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) servira de base aux discussions qui auront lieu lors de la COP 26 en Écosse. En attendant, on peut lire dans ce rapport que deux régions du monde sont devenues inhabitables pour l'homme, selon les experts climat de l'ONU, en raison du changement climatique : Jacobabad, au Pakistan, et Ras Al Khaimah, dans le golfe Persique.

Dans ces deux régions, on vit une canicule humide : des températures et un taux d'humidité de l'air très élevés. Des conditions qui rendent la vie très difficile, voire impossible à supporter.

Le thermomètre mouillé

Le corps humain peut supporter de fortes chaleurs à condition qu'elles ne durent pas trop longtemps et que l'air soit suffisamment sec pour permettre au corps de transpirer et donc de diminuer la température corporelle.

Le thermomètre mouillé (TW) est un outil créé pour évaluer la température en ne tenant pas compte uniquement de la température de l'air mais également des autres conditions qui font ressentir la chaleur plus ou moins fortement.

La température ne peut pas être



évaluée uniquement par le thermomètre "normal" car une température de 50 degrés sèche est plus supportable (bien que très forte malgré tout) qu'une température de 33 degrés avec 95% d'humidité dans l'air. Des scientifiques ont évalué la température maximale du thermomètre mouillé que l'on peut supporter en restant en bonne santé : 35 degrés TW.

Au-delà de cette température, les organes peuvent lâcher comme l'explique Colin Raymond, chercheur à la Nasa : "Il y a tellement d'humidité dans l'air que la sudation ne permet pas de faire baisser la température excessive. Après une demi-douzaine d'heures, en l'absence de rafraîchissement artificiel, cela entraînera des défaillances d'organes et la mort."

Les canicules humides en avance de 30 ans

Ce type de canicule, invivable pour

l'homme, était prédit par les climatologues depuis des années mais, tout comme la fonte des glaces, le changement climatique accélère les problèmes et tout va plus vite que prévu.

Initialement attendues pour 2050, elles sont déjà bien présentes dans différentes régions du monde et risquent de faire beaucoup de dégâts en Asie du Sud et du Sud-Est, dans le golfe Persique, le golfe du Mexique, et certaines parties du continent africain, d'après le rapport de l'ONU.

Comme l'expliquait l'été passé le climatologue Jean-Pascal Van Ypersele : "Le réchauffement climatique, c'est une terre qui devient moins habitable". Ne nous attendons pas à un climat méditerranéen en Belgique, avec Ostende qui se transformerait en Saint-Tropez mais bien à une augmentation des dérèglements climatiques : plus de pluie, de plus grosses tempêtes, plus de canicules...

CEMAC

COMMENT SE REMETTRE DE L'ENDETTEMENT ET DU CHOC ÉCONOMIQUE DÛ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À LA COVID 19 ?

Les Chefs d'État de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), sont préoccupés par la détérioration du tissu économique de leur sous-région. Endettement, crise sanitaire et défis sécuritaires, sont les principales causes sur lesquelles s'est penché le sommet extraordinaire de la CEMAC, le 18 août 2021, en visioconférence.



Boris Ngounou

Les travaux du sommet extraordinaire de la CEMAC, le 18 août 2021 ont porté essentiellement sur les voies et moyens d'une relance des économies de la sous-région. Le contexte de pandémie du Covid-19 est en effet venu s'ajouter aux autres pesanteurs économiques déjà présentes, à commencer par la crise de l'endettement.

En juillet dernier le gouvernement chinois a publié un document officiel intitulé « Prêt chinois aux gouvernements africains ». De ce document il ressort que les créances de la Chine envers l'espace CEMAC s'élève à plus de 17 milliards de dollars soit près de 10 000 milliards de francs CFA. Au peloton de tête des créances, se trouve le Cameroun avec une dette estimée à 6,202 milliards de dollars, suivis respectivement du Congo 5,390 milliards de dollars et de la Guinée équatoriale 3,020 milliards de dollars qui forment un trio de tête. Le Gabon enregistre 1,681 milliard de

dollars, tandis que le Tchad et la Centrafrique totalisent près de 2 milliards de dollars cumulés.

Dans une analyse rétrospective plus approfondie, la Banque africaine de développement (BAD) révèle que le Cameroun a pratiquement quadruplé son endettement en l'espace de 13 ans (2007-2020). Ce qui, souligne l'institution bancaire panafricaine, en fait un « pays à haut risque de surendettement », au regard du caractère « préoccupant » du niveau de sa dette.

Le choc climatique

Le surendettement des États de la CEMAC s'explique surtout par le financement de la lutte contre les crises. Il s'agit des crises sécuritaires dues notamment à la secte terroriste Boko Haram, la crise sanitaire de la Covid 19, ainsi que la crise climatique qui se traduit entre autre par la sécheresse et les inondations. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a avancé que les coûts moyens annuels de

l'adaptation au changement climatique inévitable en Afrique auront atteint 7 à 15 milliards de dollars en 2020.

Que faire ?

Pour surmonter ces difficultés économiques, l'une des résolutions prises par les chefs d'État de la CEMAC réunis en sommet extraordinaire le 18 août 2021, consiste à mettre en œuvre des politiques budgétaires propices axées sur la mobilisation accrue des recettes hors pétrole, le renforcement de la qualité et de l'efficacité des dépenses publiques et une gestion rigoureuse de la dette publique.

Par ailleurs, les États membres de la CEMAC sont appelés à finaliser et à conclure les programmes avec le FMI, en vue de conférer à la stratégie régionale de relance son caractère communautaire et solidaire, lui garantir le plus grand succès avec le soutien du FMI, de la BM, de la BAD, de la France et des autres Partenaires Techniques et Financiers.

Insécurité et conflits en Afrique

LE FARDEAU DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Selon études et rapports concordants, les modifications du climat fragiliseraient la stabilité des Etats et seraient un catalyseur de conflits.

Eric Vincent FOMO

Lors du Forum de Stockholm sur la paix et le développement organisé en mai 2021, l'Institut international de recherche sur la paix et le développement (SIPRI) a révélé que l'insécurité et la violence au Mali sont des conséquences des changements climatiques. Etant donné que la population malienne dépend essentiellement des ressources naturelles (l'agriculture, la pêche, le

pastoralisme et la sylviculture emploient près de 80% de Maliens) pour assurer sa subsistance, les précipitations sont de plus en plus irrégulières et menacent les rendements agricoles. Cette situation exacerbe les conflits intra-communautaires aussi bien au Mali que dans la zone sahélienne. Au point où, poursuit l'étude, les mouvements extrémistes n'hésitent pas à recruter

pendant et après les périodes de faibles précipitations pour renforcer leurs effectifs.

En Somalie, la persistance des conflits a obligé 79% de la population à se déplacer en 2020. En général, les déplacés évoquent la sécheresse et les inondations comme les causes principales de leur déplacement. Dans un article publié le 21 mai dernier sur le site Internet de l'Institut d'études de sécurité (ISS), intitulé « Changement climatique et violence en Afrique : pas de temps à perdre », il ressort que le groupe radical Al-Shabaab contrôle l'eau et les ressources naturelles, pour asseoir son emprise sur la population somalienne. De manière pratique, il n'hésite pas à endommager les berges des fleuves, à imposer des taxes sur le charbon de bois et à empoisonner les puits. L'objectif est d'affamer et d'assoiffer les populations pour réussir leur radicalisation.

Dans la Corne de l'Afrique, l'Afrique australe et le bassin du lac Tchad, le lien entre les perturbations du climat et les risques potentiels de conflits est davantage prononcé. Des études ont d'ailleurs établi un lien entre une hausse de la température mondiale de 0,5°C et une augmentation de 10 à 20% du risque de conflit meurtrier. Autrement dit, les dérèglements climatiques accroissent les vulnérabilités existantes et aggravent les tensions préexistantes ainsi que la mauvaise gouvernance, soutient Iss Africa.

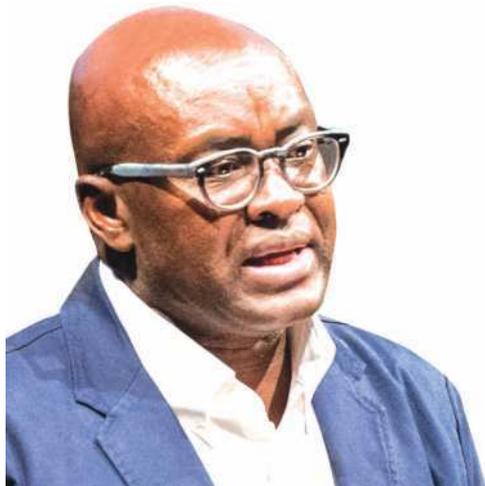
Dans un communiqué du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) daté de mars 2021, l'organisation panafricaine a reconnu les menaces que fait peser le changement climatique sur la sécurité, la paix et la stabilité du continent. L'UA a, à ce titre, proposé la création d'un Fonds spécial pour le changement climatique. Lors de la 49^e session du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSC) tenu le 27 novembre 2019 à Luanda (Angola), il est ressorti que l'environnement est le moteur de la sécurité humaine. Selon les experts 40% des guerres civiles enregistrées au cours des 60 dernières années sont liées aux ressources naturelles.



La raréfaction des ressources est un facteur d'instabilité politique.

Achille MBEMBE

UN INTELLECTUEL ICONOCLASTE



Par Jean-Célestin Edjanguè

Ce camerounais d'origine, philosophe, historien, politologue et enseignant chercheur à l'université de Witwatersrand de Johannesburg, en Afrique du Sud, prend souvent des positions déconcertantes pour ses détracteurs. Il est l'organisateur technique du Sommet France-Afrique en octobre dernier à Montpellier, dans l'Hérault.

Né au centre du Cameroun, pays d'Afrique centrale, en juillet 1957, il est aujourd'hui l'une des voix du Cameroun les plus écoutées à l'extérieur du triangle national. Résultat d'un cursus scolaire, académique et d'un parcours professionnel exceptionnel.

Achille Mbembe a passé une bonne partie de son enfance à Malandè, petit village situé non loin d'Otéfé, important carrefour sur la ligne du chemin de fer du Transcamerounais reliant Douala à Yaoundé. Mbembe a été éduqué à l'internat par les pères dominicains. Il s'engagera dans la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) où, très rapidement, il aura la responsabilité du journal du mouvement, *Au large*. Sa région d'origine fut un bastion du mouvement nationaliste camerounais. Il se souvient particulièrement du récit de l'assassinat de Ruben Um Nyobè, le fondateur de l'UPC, sauvé de l'oubli officiel par la mémoire populaire.

Formation universitaire

Il est impliqué dans des grèves au collège, puis à l'université de Yaoundé qu'il fréquente à partir de 1978. Son mémoire de maîtrise d'histoire porte sur les violences qui accompagnèrent le processus de décolonisation du Cameroun. Il ne fera jamais l'objet d'une

défense publique, les autorités académiques de l'époque s'étant désistées.

Grâce à son engagement dans la JEC, il entreprend la découverte du Nord-Cameroun et, de manière générale, la connaissance de son pays et plus particulièrement de la vie de ses paysans. Avec ses camarades, il participe à des cours d'alphabétisation, organisés l'été pour les paysans, dans le village de Mokong, non loin de Maroua, l'un des principaux centres commerciaux de la région.

À la suite de son voyage en Tanzanie en 1980, il entre en contact avec la pensée du « Mwalimu » Julius Nyerere. Dar Es Salam est un centre de bouillonnement intellectuel et de lutte pour la libération du continent qui abrite le Comité de l'Organisation de l'unité africaine. Par ailleurs l'université de Dar es Salaam est un grand lieu de la production intellectuelle du marxisme africain.

Arrivé à Paris en 1982, Mbembe poursuit des études d'histoire à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), tout en multipliant les écrits dans la presse de gauche (dont *Le Monde diplomatique*). Il commence une thèse de doctorat d'État, sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, historienne de l'Afrique, qui est la continuation de ses travaux sur le mouvement nationaliste camerounais. Il s'inscrit également à l'Institut d'études politiques de Paris où il travaille sous la direction de Jean Leca. Ayant grandi et vécu au Cameroun, Jean-François Bayart devient son « mentor » parisien. Il lui ouvre les pages de sa revue *Politique africaine* et de son école de pensée (le

politique par le bas en Afrique). Il obtient son doctorat en histoire à l'université Panthéon-Sorbonne en 1989. Par ailleurs, il est titulaire d'un DEA en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris. Sa formation terminée, Mbembe obtient un poste de professeur assistant à l'université Columbia.

Achille Mbembe part aux États-Unis en 1986, bénéficiant d'une bourse de la fondation Ford, pour rédiger son livre *Afriques indociles*. Richard Joseph, aujourd'hui professeur d'études africaines à l'université Northwestern à Chicago, facilita à l'époque son séjour. Il enseigne aussi dans plusieurs universités, dont l'université de Californie à Irvine au sein de laquelle il intervient toujours actuellement. Lorsqu'après une année aux États-Unis il revient soutenir sa thèse à Paris, il a déjà acquis une aura internationale. Après trois ans d'enseignement à l'université Columbia, il passe une année à la Brookings Institution à Washington avant de rejoindre l'université de Pennsylvanie en 1992. En 1996, il obtient la bourse de la Fondation MacArthur.

Après son expérience américaine, il obtient le poste de Secrétariat Exécutif du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria) à Dakar (juillet 1996-janvier 2000). Il démissionne en janvier 2000. Achille Mbembe s'établit ensuite au Cap en Afrique du Sud où il finit d'écrire *De la postcolonie*. Puis, après un congé sabbatique à Berkeley, l'université du Witwatersrand à Johannesburg demande son concours en vue de

l'établissement d'un nouvel Institut de recherche, le Witwatersrand Institute of Social and Economic Research, où il exerce depuis 2001 les fonctions de directeur de recherche

« Ecrivain engagé »

S'il est considéré par de nombreux analystes comme l'un des esprits les plus brillants sur la question de la colonisation et du post-colonialisme, Achille Mbembe a parfois pris des positions qui ont pu déstabiliser jusque parmi ses partisans les plus fervents. Ses idées de citoyen et de penseur se confondent avec sa production intellectuelle dont « De la postcolonie, Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine » (1ère édition Karthala, 2005, réédition La Découverte 2020), est un des livres les plus représentatifs. Achille Mbembe y expose sa théorie philosophique. L'intellectuel définit la postcolonie comme l'espace-temps qui succède à la fin de la colonisation et révèle la rémanence d'un imaginaire colonial. Se référant aux théories et conceptions de Cornelius Castoriadis (né le 11 mars 1922 à Istanbul et mort le 26 décembre 1997 à Paris, est un philosophe, économiste et psychanalyste grec, fondateur avec Claude Lefort du groupe Socialisme ou barbarie), l'auteur met en évidence la manière dont les significations imaginaires issues de la colonisation sont encore en vigueur dans le régime de la postcolonie. Pour Achille Mbembe, la caractéristique principale de la postcolonie est le commandement et le dressage des corps, les dictatures postcoloniales exaltant un rituel dithyrambique du pouvoir, un peu comme le faisaient les anciens régimes communistes. Par ailleurs, l'exercice du pouvoir s'accompagne systématiquement avec l'institution d'un culte de la personnalité. « Le « potentat postcolonial » récupère la violence coloniale pour s'arroger le droit de commander. De cette manière, le régime politique en est réduit à sa pure dimension infantilissante, se démontrant incapable d'instituer des possibilités de délibération publique qui associent les populations. Le régime postcolonial se caractérise par l'arbitraire du pouvoir et de l'État, qui monopolise une violence illégitime pendant que les institutions internationales mettent en place des « plans d'ajustement structurel » avec des instructions précises pour la gestion financière des pays (réduction des dépenses publiques et des déficits) ». Cet ouvrage d'Achille Mbembe a été réédité en 2020 par les éditions La Découverte, vingt ans après une première édition chez Karthala. Entre ces

deux dates, l'universitaire camerounais a publié une œuvre conséquente, avec notamment Critique de la raison nègre en 2013, Politiques de l'inimitié en 2016 et Brutalisme en 2020 aux éditions La Découverte. Mais l'engagement du philosophe et politologue se traduit aussi par ses prises de position extrêmement tranchées. Comme deux jours après la réception à l'Élysée de plus de trois cents membres de la « diaspora africaine » le 11 juillet 2019. Il dénonce alors ce qu'il considère être un moyen d'éviter de « discuter avec des intellectuels africains critiques » car ceux-ci risqueraient alors de « poser toutes les questions qui gênent » et d'« opposer des arguments sérieux auxquels » le président Emmanuel Macron « n'a aucune réponse plausible », pense-t-il, ajoutant : « Ils risquent de remettre publiquement en cause les trois piliers de la politique française — le militarisme, le mercantilisme et le paternalisme mâtiné, comme toujours, de racisme ». Achille Mbembe soutient que cette réception officielle biaise les « vrais dilemmes », le « scandale néocolonial ».

En octobre dernier, Achille Mbembe était aux côtés du président français Emmanuel Macron à Montpellier, dans le cadre du sommet Afrique-France. Gaston Kelman s'étonnait de cette posture de l'intellectuel l'exprimait dans l'édition en ligne du 30 avril 2021 de l'hebdomadaire jeuneafrique.com. Sous le titre assez évocateur de « Sommet France-Afrique, le rendez-vous de la francafrique intellectuelle ». L'écrivain fait ainsi écho à une interview d'Achille Mbembe, le 21 mars 2021, dans les colonnes du même journal dont le titre « Pourquoi j'ai accepté de travailler avec Emmanuel Macron » tente de justifier l'accord du philosophe camerounais pour diriger une mission visant à préparer le prochain Sommet France-Afrique, à Montpellier, dans l'Hérault. « Depuis 2017, le président Emmanuel Macron a constamment affiché sa volonté de redéfinir ce qu'il appelle « les fondamentaux de la relation entre l'Afrique et la France », rétorque l'auteur de Brutalisme pour expliquer son changement de posture, lui qui a n'a jamais eu de mots assez durs pour dénoncer l'état de la relation entre la France et l'Afrique indépendante, précisant au sujet du locataire de l'Élysée : « Il a posé un certain nombre d'actes dont chacun est libre d'apprécier la teneur. Par exemple, il a demandé à Felwine Sarr et Bénédicte Savoy un rapport sur la restitution des objets d'art africains qui a fait date. À N'Goné Fall, il a confié la conception et la réalisation de la Saison Africa2020. Il a entrouvert la

digue du franc CFA, même si beaucoup estiment que c'est au prix d'un sabotage de l'éco. Sur l'éventuelle implication de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda, il a également fait un pas, et l'on attend la publication du rapport qu'il a commandé ».

Montpellier : questionnements autour d'un sommet

Il ne fait aucun doute, la nouvelle relation entre la France et l'Afrique, voulue par le président Emmanuel Macron, ne laisse pas insensibles les intellectuels camerounais. On peut même dire qu'elle interpelle particulièrement des analystes et producteurs d'idées du pays de Mongo Beti et autre Djaili Amal Amadou. Et la question n'est pas de savoir pourquoi. Le rapport de la France avec ses anciennes colonies a toujours interrogé bien au-delà des seuls historiens, sociologues, philosophes et autres spécialistes de quelque domaine que ce soit. Relisons Le Vieux nègre et la médaille de Léopold Ferdinand Oyono, Le Mandat de Sembène Ousmane, Ville cruelle de Eza Boto ou encore Peau noire, masques blancs de Frantz Fanon, pour ne citer que ceux-là, et nous nous rendons compte de la permanence de cette préoccupation. L'engagement des intellectuels n'a jamais fait défaut en la matière. L'engagement des Africains d'origine dans des gouvernements, en France, non plus. François Mitterrand, à son époque, a eu comme secrétaire d'Etat chargé de l'Intégration auprès du ministre des Affaires sociales et de l'intégration de 1991 à 1993, le togolais d'origine Kofi Yamgnane, alors maire de Saint-Coulitz tout comme Rama Yade, sénégalaise d'origine, a été secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'homme, de 2007 à 2009, secrétaire d'État chargée des Sports jusqu'en 2010 dans le gouvernement Fillon II, puis ambassadrice de la France à l'UNESCO, sans oublier Gaston Kelman, conseiller chargé de l'Identité nationale auprès du ministre Eric Besson, en juillet 2009. L'expérience montre que cela n'a pas suffi à changer le regard que la France porte sur l'Afrique ayant surtout servi de faire valoir, de caution politico-électorale. Ne pas inviter les chefs d'Etat africains au prochain Sommet France-Afrique à Montpellier, les 7, 8 et 9 octobre prochains, ne saurait être considéré comme un signe décisif de changement de paradigme des liens entre les deux entités. Surtout que le président Macron lui y sera. L'initiative de la refonte des relations entre l'Afrique et la France ne pourrait-elle pas venir des Africains eux-mêmes ?

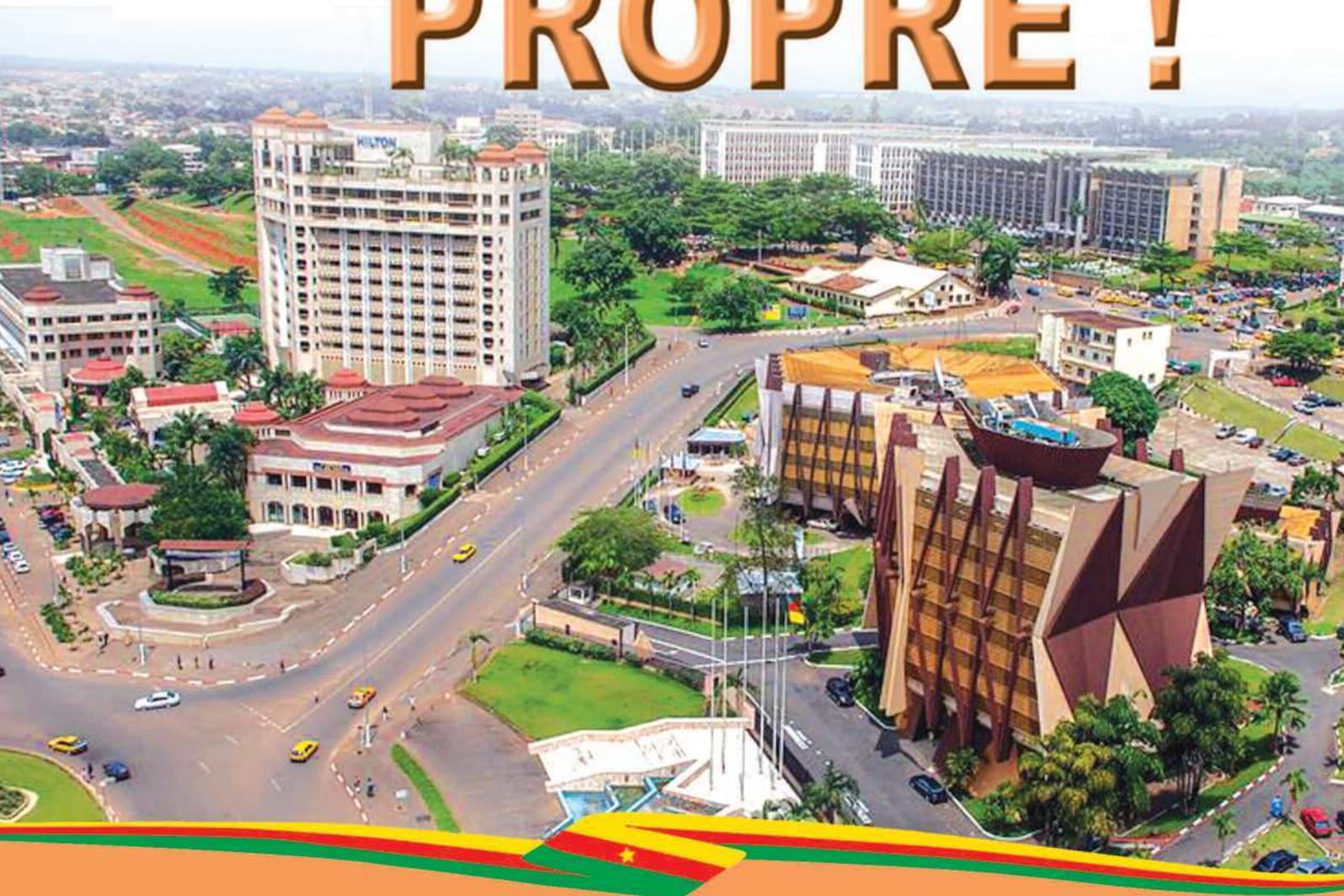


MAIRIE DE VILLE
DE YAOUNDÉ

Chers Yaoundéens, **Gardons**

notre
Cité - Capitale

**YAOUNDÉ
PROPRE !**



YAOUNDE CAMEROUN



Lionel MANGA

LE PETIT HOMME VERT

Par la rédaction de Bosangi

« Il faut mettre au placard le terme développement »

L'un des précurseurs de la défense et de la protection de l'environnement en Afrique, jette un regard critique et amer sur les politiques environnementales conduites par les gouvernements du continent



Que sont devenus Chlorophyl et Petit Homme vert ?

Le PHV as such est en suspens, faute de canal pour continuer Klorofil

Qu'est ce qui a évolué dans le paysage environnementaliste et écologique en Afrique ?

Vu du Cameroun, ce n'est pas aisé de savoir ce qu'il en est des enjeux écologiques en Afrique. Mais je n'ai pas l'impression que les sociétés ont pris fait et cause pour une transformation/bifurcation vers des modes de gestion plus verte de l'économie. On dirait même que c'est le dernier des soucis. Les pollutions en tout genre continuent de prospérer, si j'ose dire. Seul compte le profit. Le court terme mène toujours la danse

Quelle perception avez-vous des

changements climatiques : mythes ou réalités ?

Il suffit de voir ce qui advient de la côte à Kribi pour se rendre compte que la Terre est bel et bien entrée dans ce que le philosophe français Bruno Latour appelle le nouveau régime climatique. Avec ce que cela comporte d'événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents

La protection de l'environnement ne semble pas être dans l'agenda des développeurs en Afrique. Pourquoi ? Avez-vous suivi les conclusions de la Cop 26 à Glasgow ?

Le seul agenda des so called "développeurs" en Afrique est de se maintenir au pouvoir. Il est plus que temps même de mettre au placard le terme "développement". Pour ma part, je parle de construction de la

prospérité pour tous. Cette clique est incapable de changer de mind set et se doute bien que mettre en chantier le verdissement sciera la branche sur laquelle elle est assise. Quand à Glasgow, c'est encore atermoiements et fuite en avant des capitalistes

Que pensez-vous de ces sommets ?

C'est une longue suite d'occasions manquées

L'Afrique peut-elle tenir le pari ?

Si nous ne réveillons pas de l'abrutissement généralisé, l'Afrique ira droit dans le mur et nous n'aurons même plus de larmes pour pleurer...

Vos projets...

Rester vivant pour contribuer avec mes semblables à cette impérative bifurcation vers un autre monde

L'histoire inspirante de Yacouba Sawadogo

LE PAYSAN BURKINABÉ QUI ARRÊTA LE DÉSERT



Rassemblées par la Rédaction
de Bosangi



Rien ne prédisposait Yacouba Sawadogo, paysan burkinabé, de la région du Yatenga, au nord du Burkina Faso, à être désigné Champion de la Terre désigné par les Nations Unies. Pourtant, grâce à un labeur inlassable, il est parvenu à freiner l'avancée du désert. Yacouba Sawadogo est décrit comme un homme silencieux, réservé, mais dont le peu de mot est chargé de sens par le géographe et anthropologue Damien Deville. Ce dernier est allé à la rencontre de ce paysan africain au parcours hors-normes. Il en a tiré un livre « L'Homme qui arrêta le désert » qui

est sorti le 20 janvier aux Editions Tana. Son auteur y raconte le destin de cet homme qui a soigné la terre de ses ancêtres. Tout a commencé dans les années 1980 par un moment de désespoir pour Yacouba Sawadogo qui constatait les ravages de l'urbanisation et du changement climatique sur ses terres natales, quand il été inspiré par le conte d'un ancien sur la création de la Nature et ses liens avec l'humain. Ce récit l'a conduit à observer les arbres, à les comprendre pour réussir à les faire pousser à nouveau face au désert. Ce sont les racines de son minutieux travail dont les fruits ont mis des années à se concrétiser qui ont été

récompensés, en 2018 à Stockholm, par le Right Livelihood Award, ou le « prix Nobel Alternatif ». En 2020, il est honoré par les Nations Unies comme un « champion de la Terre ».

Le dévouement de Yacouba Sawadogo à sa terre

Issu d'une lignée de paysans agriculteurs, Yacouba Sawadogo consacre sa vie à la reforestation de la région du Yatenga, menacée par l'avancée du Sahel, en proie à la sécheresse et à l'insécurité. « Il est très attaché à sa terre », explique Damien Deville. Loin des avancées technologiques, le paysan n'a qu'un seul désir : restaurer et entretenir la

forêt de sa région. Après la grande famine des années 1980 dans la région du Sahel, il réfléchit en se reconnectant à la terre et à la nature sur les conseils des anciens. En effet, « un savoir en Afrique de l'Ouest n'est jamais que scientifique, il est aussi philosophique voire spirituel », commente l'anthropologue Damien Deville.

« Pendant longtemps, Yacouba a cultivé seul, les gens le prenaient même pour un fou », raconte Damien Deville. Pourtant, à force de persévérance et après des semaines d'observation de la pluie et des besoins des plantes, Yacouba Sawadogo reprend la technique du « zaï », une technique traditionnelle d'agriculture d'Afrique de l'Ouest, originellement utilisée lors de la saison des pluies. Il découvre que l'on peut créer un système racinaire même en saison sèche et ainsi favoriser la pousse des plantes.

Avec cette technique, le paysan commence d'abord par planter des céréales, puis des arbres. Ils deviennent une forêt, qui, à elle seule, crée un micro-climat bénéfique pour les populations, les animaux et la végétation. Damien Deville explique que « sa forêt est un tampon contre les vents et le désert. Grâce à elle, il a redessiné des conditions d'habitabilité de son territoire. Tout le monde est revenu vers le village après la grande famine des années 1980. » Fort de ses premiers succès, Yacouba Sawadogo décide de se consacrer entièrement au développement et à la promotion de sa méthode. « Il y a même inséré des abeilles qui pollinisent et donnent du miel », précise Damien Deville.

Productrice de fruits, de légumes et de céréales, la forêt de Yacouba est également une pharmacie à ciel ouvert. Elle possède en effet de nombreuses plantes aux vertus médicinales, capable de soigner diverses maladies. « Sa forêt soigne les corps, les cœurs, il a recréé des relations entre les humains et le non humains, alors que le sable du désert avait cassé le village », estime le géographe.

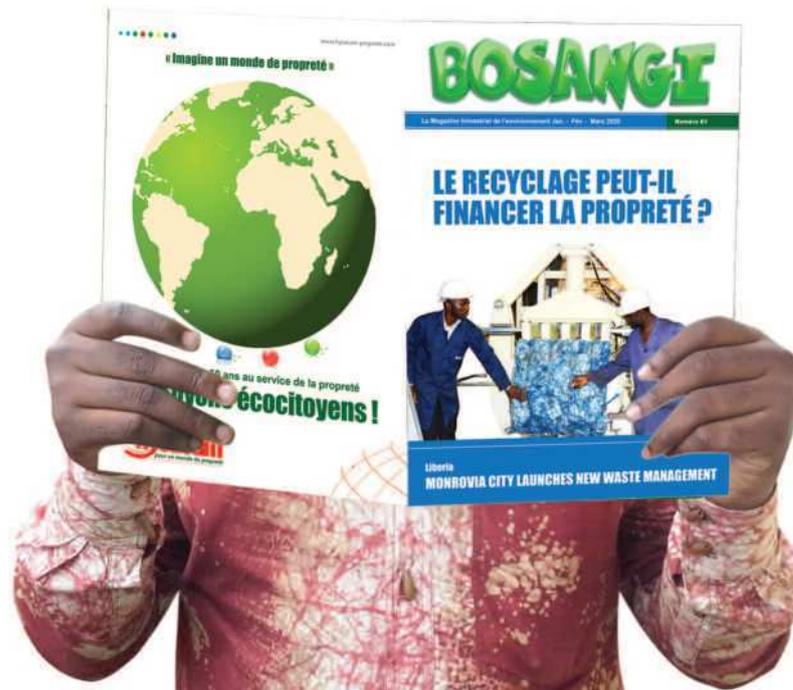
« Pendant longtemps, Yacouba a cultivé seul, les gens le prenaient même pour un fou. »

Aujourd'hui, la forêt de Yacouba Sawadogo est protégée par le gouvernement du Burkina Faso. Elle a inspiré de nombreux projets de reforestation. Bien qu'âgé, Yacouba Sawadogo s'occupe toujours de son oasis, auprès de sa famille et de ses enfants. Il a le cœur à transmettre son savoir aux jeunes générations. Il a pour projet d'ouvrir un lodge pour former les agriculteurs en Afrique de l'Ouest.

Cette belle histoire ne doit néanmoins pas faire oublier que l'avancée du Sahel et la

désertification (qui n'est pas l'avancée du désert, mais la dégradation des sols les rendant arides) restent des questions majeures. Au sud du désert du Sahara, la sécheresse rend la vie difficile et s'accompagne de nombreux problèmes sécuritaires, sociaux et environnementaux. Pour y remédier, l'Union Africaine prend l'initiative de concevoir la « Grande Muraille Verte », une ceinture de verdure censée traverser le continent africain d'ouest en est, partant du Sénégal et terminant sa course à Djibouti. Mais le projet, aussi qualifié de muraille verte, semble compromis et suscite des critiques.





Le trimestriel BOSANGI s'inscrit pour moi dans la catégorie des journaux avec un fort caractère informatif et analytique tant les thématiques abordées sont riches d'enseignements surtout pour nous qui nous intéressons aux questions environnementales. Sa structuration témoigne de ce que gouvernants, ONG, professionnels du métier, acteurs de la société civile, étudiants sont très préoccupés des risques de retardement du développement économique en Afrique en particulier. Toutefois, nous souhaitons que le magazine mette en exergue les avancées technologiques dans le domaine de la science environnementale sur le continent, cela donnerait une visibilité surtout ce qui est fait au niveau des politiques et dans la recherche en particulier. Il faut montrer à la face du monde ce qui est développé par nos jeunes apprenants pour résoudre les problèmes environnementaux. Je voudrais féliciter et encourager l'ensemble de l'équipe de rédaction pour la qualité des articles traités.

JON NDO, Gestionnaire



« Imagine un monde de propreté »



Hysacam, 50 ans au service de la propreté

Soyons écocitoyens !

